ISSN 0024-7650

Ni la croix, ni le croissant

LA RELIGION, C'EST L'OPIUM DU PEUPLE

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Les suites de la condamnation par Khomeiny du livre de l'écrivain britannique Salman Rushdie continuent de provoquer bien des commentaires. En France, depuis dimanche 26 février et la manifestation à Paris de 1500 intégristes partisans de l'interdiction du livre, les différents hommes politiques se sont indignés. Mitterrand a laissé entendre qu'on ne permettrait plus des choses pareilles, Rocard a promis des poursuites judiciaires en cas de nouvel «appel au meurtre», pendant que Chirac et Pasqua y ajoutaient leurs surenchères.

Ces protestations au nom de la liberté d'expression et du combat contre l'intolérance, venant des politiciens français, ont du mal à être convaincantes.

Tous ces gens qui, parce qu'ils s'y sentent contraints, protestent aujourd'hui contre les manifestations de l'intégrisme islamique, ont fait semblant de ne pas le voir quand il s'agissait d'aller négocier, avec le régime des ayatollahs, des contrats intéressants pour les trusts français. Au moment où le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas se trouvait pour ce faire à Téhéran, on y massacrait déjà les opposants, par milliers, dans les prisons. Aucun des politiciens français de gauche ou de droite n'a eu un mot pour s'en indigner, et aucun des journalistes de la grande presse n'a paru penser que, peut-être, il rentrait dans son «devoir d'information» de le faire.

C'est qu'il y a une complicité fondamentale entre les gens qui sont au pouvoir en France – qu'ils s'appellent Mitterrand ou Chirac – et dans les pays occidentaux, et les dictatures qui règnent dans les pays du Tiers Monde, qu'elles aient le visage d'un Khomeiny ou d'un quelconque général tout à fait laïc, mais pas forcément moins sanglant. C'est parce que ces gens-là font régner l'ordre dans leur pays, tiennent en respect les masses populaires et brisent toute tentative d'opposition, que les trusts occidentaux peuvent y faire des affaires, y placer des capitaux ou des prêts bancaires et en recouvrer les intérêts. C'est pourquoi nos gouvernants soi-disant «démocratiques» se sentent toujours finalement bien plus solidaires des hommes au pouvoir en Iran, en Irak ou au Chili, que des opposants que ceux-ci emprisonnent, torturent ou tuent.

★ ★ ★

Mais c'est bien justement parce que les opposants aux régimes de ces pays sont massacrés avec le silence complice des dirigeants d'ici, c'est bien parce que les armes et les soutiens financiers n'ont jamais fait défaut à l'une quelconque de ces dictatures quand il s'agissait d'écraser une révolte de leur peuple, que les tendances les plus réactionnaires, les plus obscurantistes et moyenâgeuses peuvent s'y maintenir au pouvoir. De ce point de vue, les gouvernants de France ou de Grande-Bretagne peuvent protester, mais la dictature intégriste qui règne en Iran – ou en Arabie Saoudite, même si on parle moins de celle-là parce que ses relations avec l'Occident sont meilleures – est bien plus leur créature que le produit de l'arriération de ces pays.

La France n'a-t-elle pas elle-même ses intégristes catholiques qui n'ont pas hésité à brûler il y a trois mois un cinéma parce qu'il projetait «la dernière tentation du Christ ?». Et ces intégristes ont eu l'approbation d'un Le Pen et la compréhension d'un Chirac ou d'un Pasqua puisque ceux-ci ont trouvé le moyen, en même temps qu'ils condamnaient Khomeiny, de regretter que des écrivains ou des cinéastes osent s'attaquer à la religion !

Oui, il y a au fond une complicité, même si les Mitterrand et les Chirac cherchent ici à la cacher sous leurs déclarations embrouillées. Et un Khomeiny, lui aussi, a besoin de la cacher. Les anathèmes qu'il brandit contre un écrivain britannique encore inconnu la veille, ses appels aux musulmans d'Orient et d'Occident à assassiner l'auteur du «blasphème» n'ont pas d'autre but que de faire oublier, aux masses d'Iran et d'ailleurs, que la dictature «islamique» va continuer de les écraser pour le plus grand profit du capital occidental. En Iran ou à Paris, la religion reste cet «opium du peuple» qui permet de faire accepter aux masses leur propre esclavage, de justifier la pire oppression et de remplacer la lutte contre celle-ci par les incantations ou, pire, des sacrifices rituels.

Alors oui, il y a un combat à mener contre l'intégrisme religieux. Mais qu'il apparaisse sous sa forme islamique, catholique, israélite ou autre, il faut savoir qu'il représente la même menace ; il n'est qu'un des aspects de cette pourriture réactionnaire que produit, sous toutes les latitudes, une société en crise. Le poison qui prend la forme khomeiniste en Iran, c'est celui-là même qui prend la forme lepéniste en France. Et c'est la société que dirigent à l'échelle mondiale les Mitterrand, les Thatcher ou les Bush qui le produit à haute dose.

C'est bien pourquoi ce n'est aucun de ces dirigeants du monde impérialiste qui détient l'antidote. Ce sont les exploités de tous les pays, du golfe Persique aux rives de la Seine, s'ils décident une fois pour toutes de se servir de leur force pour se débarrasser de cette société d'exploitation, de misère et de dictature.

Refusons notre caution aux politiciens de l'austérité.

Partout où c'est possible LE 12 MARS, VOTEZ LUTTE OUVRIÈRE

Le 12 mars, nous sommes appelés à élire les conseils municipaux. Tous les partis s'accordent à présenter ces élections comme non-politiques. Tous parlent des intérêts des habitants de la ville, «d'union» ou de «rassemblement», de «majorité municipale». Et il est difficile, en écoutant les uns et les autres ou en regardant leurs affiches de savoir s'il s'agit de listes de droite ou de gauche, de listes du PS ou du PCF.

Les partis et les politiciens qui défendent leurs places dans ces élections nient leur côté politique. Ceux de droite, parce qu'en définitive ils n'ont pas grand-chose à dire contre la politique gouvernementale de ces derniers mois. Ceux de gauche, principalement ceux du Parti Socialiste parce qu'ils ne tiennent pas à ce que leurs électeurs se servent de ces municipales pour exprimer leur méfiance ou leur opposition vis-à-vis de leur politique de parti au pouvoir, au service des possédants.

Le Parti Communiste, quant à lui, a passé avec le Parti Socialiste le même accord électoral qu'en 1983, alors qu'ils étaient ensemble au gouvernement. Pour garder des mairies ou des places dans les conseils municipaux, il se présente presque partout avec le Parti Socialiste et ne peut donc pas prétendre que le vote «d'union» qu'il demande à ses électeurs de faire ait un sens politique clair ! Voter pour les «listes d'union», cela peut signifier voter pour l'alliance PS-PC et le soutien au gouvernement socialiste et en tout cas cela ne signifie pas voter pour une politique différente.

Mais si avant les élections, les partis et leurs politiciens préfèrent parler des enjeux locaux, on verra les mêmes, le soir des élections, ne discuter que de la signification politique des votes !

Alors, ne soyons pas dupes. Ces élections ne changeront rien à la situation dans laquelle se trouvent les travailleurs (aucun bulletin de vote, dans aucun type d'élection, n'a ce pouvoir !). De toute façon, les municipalités n'ont pratiquement aucun pouvoir réel. Elles ne peuvent rien faire, par exemple, contre les patrons petits ou grands qui décident de fermer leurs entreprises et de mettre quelquefois d'un seul coup des centaines, voire des milliers de travailleurs au chômage dans une commune. Ce ne sont pas elles qui décident quelle part du budget sera consacrée à l'armement, quelle part au logement ou aux écoles ! Et, non seulement leur budget est étroitement contrôlé par l'Etat, mais il dépend en plus des ressources des habitants de la commune – ce qui donne des communes «riches» – celles où vivent des riches, celles où se concentrent les sièges sociaux des grandes entreprises – et des communes pauvres, celles où vivent dans des HLM et des cités des travailleurs et des chômeurs, celles où des entreprises ferment leurs portes...

Et puis nous n'avons pas oublié que les partis de droite, RPR, UDF ou autres centristes, ont été au gouvernement pendant vingt ans avant 1981 et pendant deux ans, de 1986 à 1988. Nous n'avons pas oublié que la gauche a eu la responsabilité du gouvernement depuis 1981, le Parti Socialiste avec le Parti Communiste jusqu'en 1984, puis seul jusqu'en 1986 et depuis l'an dernier. Nous n'oublions pas que tous ces partis de droite ou de gauche, y compris le Parti Commmuniste, à tour de rôle ou ensemble, ont mené une politique anti-ouvrière, une politique dont nous subissons les effets négatifs depuis des années.

Alors, s'il y a quelque chose à faire dans ces élections, c'est de montrer que nous ne sommes pas dupes, en nous abstenant d'y participer, sauf dans un certain nombre des communes, peu nombreuses, où des listes Lutte Ouvrière sont présentes.

La présence de listes Lutte Ouvrière donne aux travailleurs, et à tous ceux qui sont de leur côté, le moyen de faire un geste utile dans ces élections ; le moyen de dire, en votant pour les candidats de Lutte Ouvrière, qu'on est contre les partis de droite bien entendu, tout en étant tout autant contre la politique du Parti Socialiste au gouvernement, et qu'on n'a pas confiance dans un Parti Communiste qui pratique le double langage, le double jeu et les volte-face ; le moyen aussi d'envoyer au conseil municipal des élus qui seront les seuls à faire entendre la voix des travailleurs du rang et à faire que, face aux représentants communistes et socialistes, il n'y ait pas seulement des représentants de la droite, des partis des riches et des patrons, mais aussi d'authentiques représentants de la classe ouvrière.

Alors le 12 mars, partout où elles sont présentes, ne vous abstenez pas... de voter pour les listes LUTTE OUVRIÈRE !

LES LISTES PRÉSENTÉES PAR LUTTE OUVRIÈRE

Des listes LUTTE OUVRIÈRE pour les élections municipales seront présentes, le 12 mars prochain, dans treize villes :

- A MONTBELIARD (Doubs), la tête de liste est Christian DRIANO, ouvrier aux usines Peugeot.
- A BELFORT, la tête de liste est Gérard BELOT, ouvrier à l'Alsthom de Belfort.
- Dans le 8e arrondissement de LYON, Georges MESTRES, technicien chez Jeumont-Schneider.
- A CREIL (Oise), Roland SZPIRKO, ouvrier à Chausson-Creil.
- A TOULOUSE, Anne-Marie LAFLORENTIE, employée chez Thomson-Toulouse.
- A LILLE, Nicole BAUDRIN, sage-femme au Centre Hospitalier Régional de Lille.
- A SAINT-NAZAIRE, Marie-France BELIN, employée de l'Alsthom en congé-conversion.
- A VIERZON, Abdelkrim SAADANI, ouvrier métallurgiste.
- A ORLEANS, Christiane HAUCHERE, employée aux Chèques Postaux d'Orléans-La Source.

Dans la Banlieue bordelaise :

- A PESSAC, Guy LAFON, agent des services hospitaliers.
- A MERIGNAC, Jean-François MAS, ouvrier à la SAFT de Bordeaux.

Et dans la banlieue parisienne :

- A ARGENTEUIL (Val d'Oise), Patrice CRUNIL, ouvrier à la SNECMA Gennevilliers.
- A GENNEVILLIERS (Hauts-de-Seine), Michel BRETON, technicien à Alcatel-Colombes.

RÉUNIONS PUBLIQUES DES LISTES "LUTTE OUVRIÈRE"

- *A LYON (8e)*
mercredi 8 mars à 18 h 30, Mairie du 8e, salle 11.

- *A ORLEANS*
mardi 7 mars à 20 h 30, Salle de réunion Jean-Jaurès, à la Patinoire d'Orléans.

- *A PESSAC (Gironde)*
meeting de soutien aux listes Lutte Ouvrière présentées à Pessac et à Mérignac.
mercredi 8 mars à 20 h 30
Salle Roger Cohé à Pessac.

ARLETTE LAGUILLER sera présente

- **A LILLE**
samedi 4 mars à 15 heures
à la MEP (Maison de l'Education Permanente)
place Georges Lyon.

- **A MONTBÉLIARD**
dimanche 5 mars à 15 heures
où elle prendra la parole au cours de la fête de Lutte Ouvrière de Montbéliard.

- **A GENNEVILLIERS**
mardi 7 mars à 20 heures
à la Bourse du Travail de Gennevilliers.

- **A ARGENTEUIL**
Vendredi 10 mars à 20 h 30
Salle Maurice Sochon
rue Yves Farges, cité Joliot-Curie.

FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE
A MONTBÉLIARD
Dimanche 5 Mars
Halle Polyvalente de Montbéliard

CERCLE LÉON TROTSKY

La prochaine réunion portera sur :

1789, LA RÉVOLUTION !

Vendredi 3 mars 1989 à 20 h 30
Grande Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor à Paris 5e
(Métro : Maubert-Mutualité)

● Arlette Laguiller à Creil : «Faire entendre la voix des travailleurs»

Près de 250 personnes – une salle bien remplie et chaleureuse – ont participé samedi 25 février à la réunion publique de la liste LUTTE OUVRIÈRE-*La Voix des Travailleurs de Creil* qu'Arlette Laguiller est venue soutenir.

Après une rapide présentation de la liste de LUTTE OUVRIERE conduite par Roland Szpirko, ouvrier et militant syndical à Chausson Creil, et entièrement composée d'ouvriers, d'employés, d'enseignants, de mères de famille, de jeunes chômeurs et de retraités – tous bien représentatifs de cette petite métropole ouvrière de l'Oise qu'est Creil –, la parole fut donnée à Roland Szpirko. Il dénonça avec vigueur les rodomontades du député-maire de Creil, socialiste, en matière d'emploi, et son soutien à l'action gouvernementale alors que les effets de celle-ci sont dramatiques dans toute la région.

«Le député-maire Jean Anciant écrivait en 1983 qu'il se félicitait de la modernisation en cours de la sidérurgie. Bravo. Elle a porté ses fruits : Usinor-Galvanor aura bientôt perdu dans la région la moitié de ses 3 000 salariés de l'époque. Le même député-maire se félicitait en 1983 de l'impulsion donnée par le gouvernement à l'emploi dans l'automobile après la venue de Mauroy chez Chausson. Quel bilan en effet ! 5 000 emplois en 1983 et moins de la moitié dans quelques semaines ! Quant à Isover à Rantigny avec ses 1300 emplois et Allinquant à Mouy avec ses 900 emplois, ils ont été rayés de la carte.» «Tous les dirigeants de ces groupes, Usinor, Saint-Gobain, Peugeot-Renault (pour Chausson) ont été aidés par l'Etat pour jeter les travailleurs à la rue...»

Puis notre camarade s'adressa aux électeurs et aux militants communistes à qui les dirigeants du PC *«demandent de voter aujourd'hui dès le 1er tour pour un homme qui déclare lui-même symboliser la politique du pouvoir. Ils ne peuvent pas voter communiste en votant Anciant, ils le savent bien. La seule façon de voter communiste, de voter pour la défense sans conditions des intérêts du monde du travail, c'est de voter LUTTE OUVRIERE- La Voix des Travailleurs de Creil».*

Enfin il rappela l'objectif que s'est fixé la liste LUTTE OUVRIERE : *«Faire entendre la voix des travailleurs dans la campagne électorale d'abord, au conseil municipal ensuite»*... si quelques centaines d'électeurs en décident ainsi. Et il montra comment un conseil municipal au service des travailleurs pourrait être dans une ville ouvrière comme Creil un point d'appui aux luttes de la population laborieuse.

Notre camarade Arlette Laguiller prit ensuite la parole pour rappeler que les élections municipales, quoi qu'on veuille nous faire croire, sont aussi des élections politiques et que les travailleurs ont intérêt à s'y faire entendre là où des listes de LUTTE OUVRIERE leur en offrent la possibilité.

Dénonçant la situation faite aux travailleurs par les gouvernements successifs, les mensonges éhontés de ces derniers, Arlette Laguiller a insisté sur l'utilité d'envoyer au conseil municipal d'authentiques représentants du monde du travail qui ne soient pas liés aux intérêts politiciens ou aux notables locaux, et sur le rôle qu'ils pourraient y jouer en toute liberté comme porte-parole des seuls intérêts de la population laborieuse.

Les orateurs furent chaleureusement applaudis et le débat, tout de suite très animé, porta sur les promesses non remplies du Parti Socialiste de donner le droit de vote aux travailleurs immigrés, sur l'unité de la classe ouvrière, sur la possibilité pour les travailleurs, qu'ils aient ou non le droit de vote, de faire pression sur le conseil municipal sur les questions qui les touchent de près comme les impôts locaux, le logement social, sur la nécessité de se défendre contre le chômage et les bas salaires, sur les luttes et le droit de grève.

Les arguments pour convaincre de voter et de faire voter pour notre liste ont été à nouveau développés et nombreux sont ceux qui sont sortis de la réunion avec la ferme intention de les faire valoir d'ici le 12 mars !

● A la fête de Lutte Ouvrière à Saint-Nazaire : «Ce n'est pas dans les municipalités que se décide la politique»

A la fête de Lutte Ouvrière de Saint-Nazaire, samedi 25 février, les nombreux sympathisants et amis se sont retrouvés dans une bonne ambiance. Mais si la fête c'était la détente et des spectacles appréciés par tous, le débat et les discussions politiques ont été présents toute la soirée.

Entre autres la grève des travailleurs de l'Alsthom contre le plan des congés conversion, qui a duré 27 jours au mois de juin, a laissé des traces, et le forum organisé sur cette grève a été particulièrement suivi.

C'était aussi l'annonce de la présence de Lutte Ouvrière à Saint-Nazaire dans les élections municipales du 12 mars. A cette occasion, il a été rappelé la lourde responsabilité de tous les grands partis qui ont participé à un moment ou à un autre au gouvernement dans la situation faite aux travailleurs de Saint-Nazaire comme de tout le pays.

Saint-Nazaire est une ville où la situation des travailleurs est particulièrement difficile. Le taux de chômage est de 17%. Ils connaissent le travail précaire, les TUC, les SIVP et les conditions de travail qui se dégradent de plus en plus. Comme l'a dit Marie-France Belin, porte-parole de la liste *La voix des Travailleurs de Saint-Nazaire* lors de son intervention : *«l'enjeu des élections municipales, ce n'est pas seulement l'élection de conseillers municipaux ou celle du maire, il n'y a pas de gestion municipale possible en faveur des travailleurs si, à l'échelle nationale, la politique qui est faite est celle des banques, des trusts et des capitalistes.*

(...) A quoi a servi aux travailleurs d'avoir comme conseiller municipal le ministre Claude Evin ? Le gouvernement auquel participe Evin a donné aux patrons l'autorisation qu'ils voulaient pour procéder aux congés conversion. Et 135 travailleurs dont je fais partie sont venus grossir le rang des demandeurs d'emploi. Quant au Parti Communiste qui se dit dans l'opposition, après avoir critiqué le ministre Claude Evin, durant le conflit de l'Alsthom, qu'il jugeait à juste titre alors au service du patron, aujourd'hui il le soutient et se retrouve derrière lui. (...) Quand ment-il ? Il y a six mois, lorsqu'il disait que Claude Evin et ses amis au gouvernement étaient au service de la bourgeoisie ? Aujourd'hui lorsqu'il veut nous faire croire qu'il est un homme au service des travailleurs ? Où sont les intérêts des travailleurs là-dedans ? Ce n'est pas avec des girouettes politiciennes qu'on renforce le moral de la classe ouvrière, ni celui des militants du Parti Communiste dans les entreprises».

Économie «surchauffée», salaires surgelés, ça suffit !

Tout le monde le dit. Tous les bénéfices annoncés par les entreprises le prouvent. L'économie va bien, l'économie va de mieux en mieux, en France et dans le monde, le monde capitaliste en tout cas. Le commerce international a repris son essor. La plupart des usines travaillent à plein rendement. Gouvernements et patrons craignent maintenant la «surchauffe», c'est-à-dire que, la demande augmentant plus vite que la production, les industriels et les marchands n'en profitent pour augmenter les prix.

En ces premiers mois de 1989, c'est l'inflation qui menace de nouveau. Elle a d'ailleurs repris déjà dans certains pays, les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne. En fait, elle n'avait jamais cessé, bien sûr, même en France où ces dernières années les hausses de prix continuaient au rythme de 2 ou 3% par an.

Voilà donc démentie, une nouvelle fois, l'affirmation que ce serait la hausse des salaires qui serait responsable de la hausse des prix. En France, les salaires sont bloqués depuis 1982. Depuis cette date leur pouvoir d'achat mensuel a pris 1000, 1500 ou 2000 F de retard. Et, sous une forme ou sous une autre, ils sont bloqués aussi dans ces autres grands pays industriels d'où on nous dit aujourd'hui que vient la menace d'inflation.

Non, ce n'est pas la hausse des salaires qui est cause d'inflation, c'est la volonté des capitalistes d'augmenter les prix dès qu'ils en ont l'occasion. Et si la hausse des prix s'était considérablement ralentie ces dernières années, ce n'est pas à cause du blocage des salaires, c'est parce que la stagnation de l'économie mondiale ne permettait pas d'augmenter les prix sous peine de garder les marchandises sur les bras.

De la même manière que ce n'est pas la baisse de la production qui est la cause de la plupart des réductions d'emploi. Les licenciements ont été sans commune proportion avec la diminution de la production. La crise n'était qu'un prétexte pour aggraver l'exploitation, faire faire la même production avec moins de travailleurs et en tirer ainsi plus de profits. La preuve : aujourd'hui la production a ré-augmenté mais le chômage n'a pas diminué et les patrons ne réembauchent pas.

Alors ne nous faisons pas d'illusion. Le blocage des salaires ne sera pas levé parce que l'inflation aura malgré tout repris, pas plus que les réductions d'effectifs ne s'arrêtent parce que le prétexte qui les avaient justifiées, une production en baisse, n'existe plus.

Non, il ne faut pas compter que les patrons et le gouvernement débloquent volontairement les salaires devant une nouvelle hausse du coût de la vie. Les petites concessions qu'ils ont dû consentir ici ou là ces derniers mois ne l'ont été que sous la pression de la grève ou sous sa menace.

Rocard craint beaucoup, paraît-il, une vague de grèves au printemps. Il a des raisons. Car depuis quelque temps les travailleurs ont repris du poil de la bête. Les grèves, en particulier pour les salaires, ont été de plus en plus nombreuses. Au premier semestre de l'an dernier, il y avait eu celles de quelques grandes entreprises, Chausson, Snecma, Michelin et de quelques plus petites. Depuis l'automne, les mouvements se sont multipliés, chez les infirmières ou les postiers, dans les transports en commun et des dizaines d'autres entreprises.

Cette semaine, les gardiens de prisons continuent leur mouvement, les enseignants manifestent. Les salaires sont le problème de tous les travailleurs. Un problème qui risque de se faire plus aigu encore si l'inflation reprend. Il est vraiment temps que la vague de grèves que craint Rocard fasse sauter le blocage édifié par le patronat et le gouvernement ensemble. Mais pour briser la digue, il faut que ce soit une vraie vague, pas des vaguelettes, il faut que les différentes catégories de salariés entrent en grève ensemble, pas les uns après les autres ou les uns sans les autres.

(Editorial des bulletins d'entreprise du 27 février 1989)

Après la table ronde de Jospin

AUX ENSEIGNANTS DE SE FAIRE ENTENDRE

Le jeudi 2 mars devait être une journée de grève pour les enseignants du primaire, et le samedi 4 mars une journée nationale de manifestation pour les enseignants du secondaire. Lionel Jospin, ministre de l'Education nationale, aura ainsi l'occasion de se souvenir que la revendication d'une «revalorisation» des salaires, soit une rallonge que bon nombre d'enseignants chiffrent entre 2 000 et 2 500 F par mois est peut-être passée sous la table (ronde) qu'il avait organisée le 28 février, mais pas aux oubliettes...

Jospin pris à partie par une enseignante le 24 février à Cherbourg. (AFP)

A la table ronde en question, Jospin avait convié les organisations de parents d'élèves, les syndicats d'enseignants, d'étudiants, des représentants des collectivités locales, etc. Pas moins de 65 personnes étaient ainsi rassemblées pour discuter du contenu du projet de réforme. Le ministre a d'ores et déjà déclaré *«qu'en tout état de cause aucun changement ne pourra intervenir pour la rentrée 1989»*... Et encore, si son projet voit jamais le jour puisque Rocard, chahuté par des enseignants de Strasbourg, le 24 février, a même évoqué la possibilité de le retirer purement et simplement !

Ce qui est certain, c'est que les revendications de salaires des enseignants, mais aussi d'autres qui toutes demanderaient de l'argent pour être mises en œuvre (nomination de professeurs, classes moins surchargées, titularisation des auxiliaires en particulier) sont bien réelles et que les enseignants n'ont peut-être pas une patience à toute épreuve pour subir les discours des uns et des autres. Rocard a déjà pu le constater, mais Jospin le sait aussi, tout comme les organisations syndicales d'enseignants présentes à la table ronde du 28 février. Ces dernières, toutes prêtes qu'elles soient à la concertation avec Jospin, doivent tenir compte du mécontentement de leurs adhérents, et se sentent obligées de rappeler leurs revendications de salaire.

Le ton des syndicats face à Jospin reste à l'image de leur absence de volonté de mener la lutte pour la satisfaction des revendications des enseignants. Jospin sait d'ailleurs qu'il n'a probablement pas grand-chose à craindre de ce côté-là, même si lui et le gouvernement se passeraient bien de ce climat de contestation parmi ceux qui étaient jusque-là en grande partie des électeurs socialistes... justement en cette période électorale. Seulement, il dépend surtout des enseignants eux-mêmes de contraindre le gouvernement à tenir compte de leurs revendications.

Certes, la manifestation du 28 février à Paris, à l'appel des coordinations enseignantes, qui s'est déroulée au moment-même où s'ouvrait la table ronde, n'a rassemblé que quelques centaines de participants. Mais la journée du 2 mars à l'appel du Syndicat National des Instituteurs comme la manifestation nationale du samedi 4 mars peuvent être des étapes dans la mobilisation des enseignants pour forcer Rocard et Jospin à débloquer les fonds nécessaires. Le gouvernement vient bien de lâcher plus de 400 millions aux médecins hospitaliers !

Lucienne PLAIN

Hôpital Edouard Herriot (Lyon)

LES MALADES VICTIMES DES RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES

Le 24 février, la direction de l'hôpital Edouard Herriot a décidé la fermeture d'un service du bâtiment E, où onze cas de pneumopathie s'étaient déclarés.

Le pavillon E de l'hôpital est responsable de l'hématologie. Là sont soignés les malades atteints de leucémie ; traités par chimiothérapie, ils sont immuno-dépressifs, et ne peuvent se défendre lorsqu'ils sont en contact avec des germes, bactéries, etc.

Or ce pavillon est en cours de rénovation depuis juin 1988, et les malades ont continué à être reçus dans les mêmes locaux : seul un service a été transféré. Depuis huit mois, ils ont été en contact avec les poussières dégagées par les travaux.

Sur les onze malades atteints de pneumopathie (deux ou trois fois plus élevée que celle connue actuellement dans ce type de service), une est décédée et quatre sont en réanimation. Cette maladie est causée par un champignon, l'aspergillius, que l'on trouve dans les vieux murs et qui se répand avec les poussières des travaux.

Le risque encouru par les malades est loin d'être ignoré par l'administration et les médecins, puisque deux ans auparavant la même infection, due aux mêmes causes, avait atteint un service d'hématologie pédiatrique d'un autre établissement des Hospices civils de Lyon, l'hôpital Debrousse, et plusieurs enfants avaient trouvé la mort. Pendant la durée des travaux de désinfection et de restauration de cet hôpital, c'est l'hôpital Edouard Herriot qui avait dû accueillir ces enfants. C'est pourquoi les médecins avaient demandé que le service des enfants soit déplacé, mais l'administration avait répondu qu'elle ne pouvait pas. On peut donc se demander pourquoi de tels risques ont été pris. En fait depuis plusieurs années, des restrictions budgétaires font que de plus en plus de lits d'hospitalisation sont définitivement fermés, ce qui entraîne pour les malades l'attente d'une place libre ou l'obligation d'aller dans le privé ou l'installation sur des couchettes dans les couloirs.

Alors lorsque des travaux de rénovation sont entrepris, comment transférer dans un autre service une cinquantaine de lits ? Aujourd'hui, les malades du service sont dispersés dans différents pavillons de l'hôpital et sur un autre établissement, ce qui ne facilite pas la tâche de l'équipe soignante. Les médecins ont lancé un ultimatum à la direction pour que d'ici quinze jours tout le service puisse être rassemblé dans les mêmes locaux, et une des solutions qui semblent se dessiner serait l'installation à l'hôpital militaire qui, lui, dispose de davantage de moyens que les hôpitaux publics.

Cet accident a provoqué une grande émotion parmi les familles des malades bien sûr, mais aussi parmi tout le personnel de l'hôpital. Car à force de faire des économies sur le budget des hôpitaux, le personnel en nombre insuffisant doit travailler toujours davantage et malgré cela, les malades sont de moins en moins bien soignés. Et dans le cas présent, cette politique est directement responsable de l'accident qui a déjà entraîné la mort d'un malade.

Correspondant LO

BNP - Barbès

NOTRE ARGENT LES INTÉRESSE (ENCORE ET TOUJOURS)

L'Association Française des Banques, organisme représentant le patronat bancaire, a lancé du 11 au 24 février une campagne dans la presse pour donner une idée positive des banques et de leur rôle dans la vie économique. Il y a en effet du pain sur la planche ! Alors rien n'a été négligé : des images choc (requin, vautour, rat et autres bestioles de sinistre réputation) aux gestes d'un goût douteux (dont un bras d'honneur). Mais les banquiers auront beau s'essayer dans l'humour, rien ne pourra faire oublier leurs taux d'intérêts, leurs tentatives de chèques payants, ni leurs cartes de crédit très payantes.

A la BNP, pour prolonger et amplifier cette campagne, la direction générale a adressé une note au personnel l'incitant à expliquer et à justifier cette initiative, sans se *«limiter au cadre strictement professionnel»*. Bref, à se faire eux-mêmes les ambassadeurs de la banque auprès de leur famille et de leurs amis.

Mais les employés de banque sont bien placés pour voir l'argent affluer, pour savoir que les profits font des bonds spectaculaires d'année en année, provenant des clients, bien sûr, mais aussi des compressions de personnel et des salaires bloqués depuis des années.

Ainsi, pour 1989, il est prévu une augmentation de 5 points (environ 60 F) valeur 1er mars, 1% au 1er avril (déjà annulée par la hausse des cotisations de janvier) et 1,2% pour octobre, c'est-à-dire pour les trois derniers mois de l'année, ce qui ne compensera même pas les hausses de prix.

Alors les employés de banque ne se sentent en rien concernés par cette opération, sauf qu'à toutes les bestioles de la pub, ils en ajouteraient une : un immense crocodile aux yeux noyés de larmes !

Correspondant LO

La menace de grève des médecins hospitaliers...

LE SENS DE LA HIÉRARCHIE

Les organisations des médecins hospitaliers ont finalement renoncé à leur grève, et après un week-end de négociations (secrètes), avec le ministère de la Santé, elles ont accepté ce que celui-ci leur accordait : des augmentations de 10% à 5%, et une augmentation de 20% du tarif des gardes et des astreintes, pour l'essentiel. Ce qui représente en tout 500 millions de francs.

En faisant leur grève, les infirmières avaient obtenu 1 500 millions, soit trois fois plus. Mais comme elles sont dix fois plus nombreuses (170 000 dans le secteur public pour 18 000 praticiens hospitaliers), ça leur a fait à chacune nettement moins. Quant aux autres catégories du personnel hospitalier qui, comme les aides-soignantes par exemple, n'ont rien eu du tout, ça leur fait infiniment moins !

Force est de constater que le gouvernement - comme les patrons d'ailleurs - choisit d'autant plus la fermeté en matière de blocage des rémunérations, qu'il s'agit des salaires les plus bas.

On ne peut certes pas dire que les médecins hospitaliers étaient trop payés. Mais que dire alors de ceux qui le sont encore moins, et bien moins ? Sinon qu'ils auraient bien tort de ne pas se mettre en colère et d'accepter leur sort !

Evin lorsqu'il s'expliquait face aux infirmières. (AFP)

LUTTE OUVRIERE
(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions E.A. - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 17 000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS

- à Lutte Ouvrière - hebdomadaire :
France : 6 mois : 130 F - 1 an : 250 F - Autres pays, voie ordinaire : 6 mois : 170 F - 1 an : 320 F.
- à Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste.
France, 1 an : 80 F.
Autres pays, voie ordinaire, 1 an : 95 F.
Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : _____
PRENOM : _____
ADRESSE : _____
CODE POSTAL ET VILLE : _____
COMPLEMENT D'ADRESSE : _____
Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : _____ (rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : _____
Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Gandrange (Moselle)

LES MAÇONS DE L'ACIÉRIE CONTINUENT LA LUTTE

A l'aciérie de Gandrange, en Moselle, les maçons continuent à mener des actions contre l'application du «plan social» de la direction et la décision qui a été prise de céder le service maçonnage à une entreprise sous-traitante pour réaliser encore plus d'économies. *«Les maçons ne sont pas à vendre»* ont-ils inscrit sur leur banderole. Ils veulent rester Unimétal et refusent de perdre leurs avantages en étant cédés à une entreprise (ils estiment la perte de salaire à 20 000 F par an environ).

A l'assemblée générale du 20 février, ils ont décidé d'aller envahir la réunion du CE, qui devait se tenir le jeudi suivant. Ce qui fut fait : 25 maçons, avec quelques agents de maîtrise, ont fait irruption dans le CE et dérangé le ronronnement habituel. Le directeur, tout fraîchement promu, qui déversait tout son baratin sur les «impératifs économiques», s'est fait rappeler qu'il était encore en train de jouer aux billes dans la cour de récréation à l'époque où les maçons travaillaient déjà, et qu'il leur devait le respect. Ce monsieur ne semblait pas très heureux de s'entendre dire ses quatre vérités en face...

Après la réunion du CE, les maçons se sont rendus à Metz pour faire une petite visite à la direction générale. Là encore, un directeur présent s'est fait vertement rappeler à l'ordre. Les maçons ont réaffirmé leur refus d'être «vendus» à l'entreprise avec les truelles et les brouettes. Tout le monde regardait, un peu surpris, le luxe des bureaux. *«Voilà donc où passe une partie de l'argent que l'on fait gagner à Unimétal»*, disaient certains.

Le directeur s'est engagé à faire son possible pour retrouver une place dans l'usine à chacun des maçons. Une nouvelle réunion est prévue, où il doit leur apporter sa réponse. Mais les maçons restent méfiants : dans le contexte des suppressions d'emplois prévues pour 1989 et 1990, il serait trop facile de les recaser sur un poste «bancal», destiné à disparaître quelques mois plus tard. Ils veulent des garanties !

Aide à l'embauche du premier salarié, «contrat de retour à l'emploi»

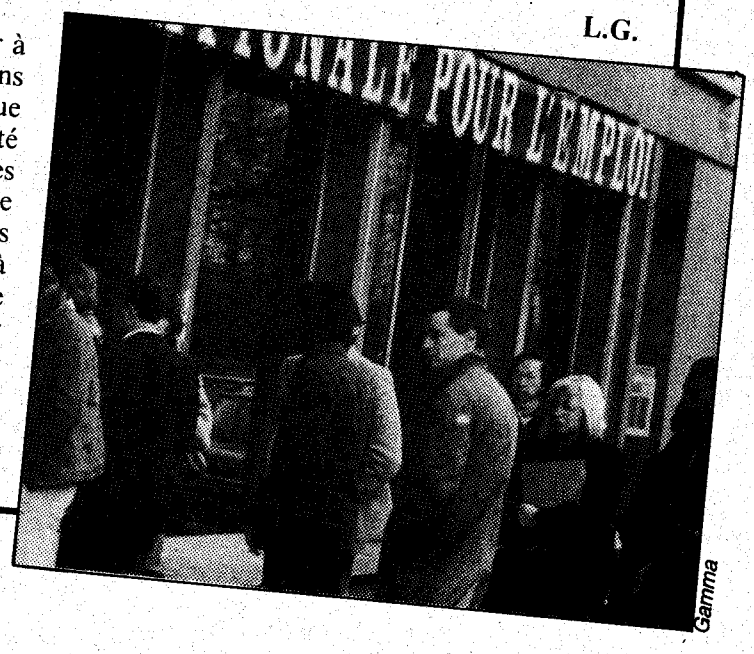
L'EMPLOI EN PLANS

Les gouvernements se suivent et leurs «plans-emploi» se ressemblent. Le ministre du Travail Jean-Pierre Soisson vient de mettre en route deux nouveaux dispositifs. Le premier consiste à exonérer totalement de charges sociales l'employeur qui embaucherait un premier salarié. Ceux qui devraient en être les bénéficiaires, les artisans, les commerçants qui travaillent seuls, seraient plusieurs centaines de milliers concernés, et le gouvernement attend de leur part 100 000 embauches. Ce qui reste à voir car, même avec un abattement, la main-d'œuvre à bon marché ne tentera pas forcément ces tout petits patrons.

La seconde mesure, le «contrat de retour à l'emploi» (CRED), fait bénéficier les patrons qui embaucheront un chômeur de longue durée, touchant soit l'allocation de solidarité ASS, soit le RMI, d'une exonération totale des cotisations sociales pendant six mois et d'une aide forfaitaire de 1 500 F. Cela réduit d'un tiers le coût salarial. Les entreprises ayant procédé à des licenciements dits économiques dans le semestre précédent ne pourront y avoir recours. Mais on peut être sûr que, d'une façon ou d'une autre, ces emplois ainsi créés en remplaceront au moins en partie d'autres supprimés, et ne feront en réalité que se traduire par des cadeaux en argent aux patrons, et un trou à boucher à la Sécurité sociale.

Quant aux licenciements collectifs, l'actualité montre qu'ils se poursuivent, que ce soit à la Thomson, chez Chaffoteaux ou ailleurs. L'emploi industriel ne cesse de régresser, et les patrons ne cessent d'en profiter pour accroître leurs bénéfices. Et malgré tous les «plans-rataplan» des gouvernements de gauche ou de droite, il n'est pas question d'autre chose que de faciliter le travail... des capitalistes qui ne font qu'empocher.

L.G.



Gamma

Le recours à la sous-traitance

UNE POLITIQUE SYSTÉMATIQUE DE LA DIRECTION

Depuis le début de la crise de la sidérurgie, suite à tous les plans de suppressions d'emplois, le patronat a recours aux entreprises sous-traitantes pour pallier le manque d'effectif. Il n'y a pas d'intérimaires, comme dans la métallurgie : ce sont des entreprises extérieures qui se chargent du travail.

Ce système permet de calculer les effectifs au plus juste et de recourir à une main-d'œuvre surexploitée : tout marche par appel d'offre. C'est l'entreprise qui pratique les prix les plus bas, donc celle qui paye le moins bien ses salariés, qui obtient le marché. Et elles sont nombreuses à se partager le gâteau : Somafer, Sotrasi, Solotrafer et Leclerc, pour ne citer que les plus connues.

Le nombre de secteurs mis en sous-traitance a augmenté peu à peu. Maintenant que cette façon de procéder a fait ses preuves, les patrons veulent l'étendre à tous les travaux qui ne sont pas directement liés au métal liquide. C'est ainsi qu'à l'aciérie de Gandrange, à un effectif de 700 personnes, il faut ajouter 100 à 200 travailleurs en sous-traitance. Ils interviennent soit pour exécuter des travaux ponctuels, soit sur des chantiers en fixe. La plus grande partie de l'entretien est ainsi sous-traitée. Les entreprises viennent quand il y a des pannes ou pour l'entretien général. Elles peuvent être appelées nuit et jour, samedi ou dimanche, au rythme des pannes ou des casses. En fabrication, tout ce qui n'est pas le «cœur» de l'aciérie est cédé à ces entreprises ou sur le point de l'être : transport intérieur, scories des fours, ferraille, nettoyage, engins (aussi bien les bulls que les chariots élévateurs), cassage des poches usagées, réfection des répartiteurs, transport des blooms, etc.

Bref, il faut être directement en contact avec l'acier pour appartenir encore au personnel d'Unimétal.

DES CONDITIONS DE TRAVAIL ENCORE PLUS DÉPLORABLES QUE CELLES D'UNIMÉTAL

Dans ces entreprises, on ne travaille pas en cinq équipes comme à Unimétal, mais en quatre, comme cela se faisait avant (42 heures au lieu de 33 heures 36). Les heures supplémentaires sont la règle. Il n'est pas rare de travailler douze heures par jour, voire seize. Certains sont de nuit et reviennent travailler l'après-midi. La direction est bien consciente du problème puisque les noms de ces travailleurs ne sont pas inscrits sur les carnets de rapports, afin d'éviter de laisser des traces : on pourrait s'apercevoir que certains sont là parfois trente jours sur trente ! En cas d'accidents, bien sûr, ces camarades ne figurent pas dans les statistiques d'Unimétal ; c'est comme s'ils n'existaient pas ! Cela permet à la direction de se vanter d'une soi-disant baisse du taux d'accidents.

Malgré toutes les heures supplémentaires, les salaires sont très bas. Il suffit d'une casse sur un engin, et les primes sautent.

Pour les travailleurs d'Unimétal, le passage en sous-traitance apparaît comme une menace. Certains chefs ne se gênent pas pour leur faire sentir qu'ils sont des «privilégiés» ! On comprend la colère des maçons lorsque la direction leur a annoncé que leur service allait être cédé à une entreprise sous-traitante.

Chaffoteaux (Saint-Brieuc)

CONTRE LES LICENCIEMENTS LA GRÈVE CONTINUE

La grève contre les 56 licenciements, à Chaffoteaux, commencée le 15 février, continue. Depuis quinze jours, malgré le lock-out de la direction, plusieurs centaines de grévistes (250, 300 et parfois plus), se réunissent tous les matins, à l'usine, en assemblée générale, pour reconduire la grève et décider des actions à envisager. Toute la journée, l'usine est le lieu de rendez-vous de tous ceux qui viennent aux nouvelles.

LES PRESSIONS DE LA DIRECTION

La direction envoie régulièrement un courrier à chaque salarié ; elle tente de mobiliser son encadrement et ses agents de maîtrise pour contacter par téléphone ceux qui seraient éventuellement prêts à reprendre le travail. Elle nous a envoyé la fiche de paie de février où toutes les heures de grève du 15 au 28 février ont été retenues. C'est dire la maigreur de celle-ci. Par ailleurs, elle se paie de pleines pages de publicité dans les journaux locaux. Mais pour l'instant, rien n'y fait, ni les pressions morales ni les pressions financières ; la grève tient bon.

LES GRÉVISTES S'ORGANISENT

Pour populariser leur lutte, pour préparer les deux manifestations du 17 et 25 février, les travailleurs de Chaffoteaux ont multiplié les interventions : distribution de tracts aux portes des entreprises, aux marchés, à la porte des magasins, dans les cités ouvrières et depuis quelques jours, collectes publiques auprès des travailleurs et de la population de l'agglomération briochine. La manifestation de samedi 25 février, malgré un temps exécrable, a connu un réel succès et a été une manifestation de la détermination des grévistes. Par ailleurs, des actions spectaculaires ont été organisées ; visite au conseil municipal de Saint-Brieuc, perturbations des réunions de l'encadrement et des chefs, qui décampent dès qu'ils voient dix voitures se suivre. Toutes ces actions renforcent la grève et le courant de sympathie rencontré parmi les Briochins autour de notre grève, le fait qu'elle devienne populaire dans l'opinion, font que la détermination ne faiblit pas. Pour tous les travailleurs de Chaffoteaux en lutte, il ne peut d'ailleurs plus être question de reculer maintenant.

LES FRÉMISSEMENTS DE LA DIRECTION

La direction n'a pas encore renoncé à licencier 56 d'entre nous. Mais pour l'instant, elle n'a pas les moyens de faire reprendre le travail, elle va peut-être dans les jours qui viennent tenter d'organiser un vote à bulletins secrets. Mais jusqu'à présent, la cohésion des grévistes, l'isolement de l'encadrement, ne lui rendent pas les choses faciles. Au cours des deux réunions avec les représentants syndicaux et sous l'égide de la direction départementale du travail, elle a accepté d'aménager quelque peu son plan initial. Elle donne par exemple la possibilité à des volontaires au départ de prendre la place des licenciables. Mais cet aménagement et quelques autres du même ordre ne correspondent pas bien évidemment à la revendication des grévistes, qui veulent le retrait pur et simple de la liste des 56 licenciables. Et si une réunion de la commission de conciliation, organisme paritaire qui n'a pas siégé depuis huit ans, a lieu mercredi 1er mars, personne ne se fait trop d'illusion quant à ce qu'il en ressortira.

Chacun sait que c'est la détermination à tenir, la capacité à continuer la grève, qui permettront de faire reculer le milliardaire Mehri et son PDG, Danton, sur les 56 licenciements.

Correspondant LO

Rufa (Caen)

QUINZIÈME SEMAINE DE GRÈVE CONTRE UN PATRON DE COMBAT

M. Rufa, le patron de l'entreprise qui porte son nom, a envoyé mardi 28 février une lettre de licenciement aux travailleurs de l'atelier Préfabrication de son entreprise qui sont en grève maintenant depuis quinze semaines. Rufa, entrepreneur de travaux publics, est intégré au groupe Fougerolles, un des «grands» du secteur. A Caen, il dirige deux établissements, les chantiers, avec trois cents travailleurs et l'atelier de Préfabrication, d'une cinquantaine de travailleurs, en majorité turcs et portugais.

La grève a démarré dans les deux établissements le 14 novembre, à l'appel de la CGT, pour le treizième mois, les 1500 francs, l'augmentation des primes de déplacement pour les chantiers, le transport gratuit, et la réintégration d'un militant de la CGT. Dès le début, les piquets de grève se sont tenus jour et nuit, autour d'un brasero dans les deux établissements.

La grève est restée majoritaire sur les chantiers pendant un mois, elle l'est encore en Préfabrication. Après le premier mois le nombre de grévistes a diminué sur les chantiers. Et à l'heure actuelle, ils ne sont plus qu'une quarantaine à continuer la grève sur les deux établissements.

il faut dire que Rufa a tout essayé pour briser la détermination des grévistes : arrêté d'expulsion contre les piquets de grève, licenciement de cinq grévistes, emploi d'intérimaires sur les chantiers, menaces de fermer l'atelier de Préfabrication, tentative de mobilisation de non-grévistes, amendes de 1500 francs à une vingtaine de travailleurs.

Au bout de deux mois de grève les grévistes ont tenté de bloquer l'usine voisine, la SAR, dont Rufa est actionnaire. Puis, début février, ils sont allés à trente dans une autre usine du groupe, à Cherbourg, pour tenter de coincer le directeur régional. Ils ont organisé de multiples délégations aux différentes autorités.

Début janvier, il y a eu des manifestations de soutien qui ont rassemblé entre cent et trois cents personnes dans Caen, et des collectes sur les marchés, au péage et lors d'un gala de soutien (plus de deux cent mille francs recueillis). Mais Rufa n'a cédé sur aucune revendication. Il proposait une augmentation de l'ordre de 2% en disant que c'était *«supérieur à ce qui avait permis l'arrêt des grèves de même nature dans le secteur public ou privé»*.

Aujourd'hui, Rufa a annoncé la fermeture de l'atelier de Préfabrication, une décision qui était envisagée dès avant la grève. Mais au piquet de grève, les travailleurs ne veulent toujours pas lâcher prise.

Cette grève s'est déroulée alors que d'autres travailleurs de l'agglomération ont également lutté, notamment à Spie-Trindel, aux Ciments Français, chez Moulinex, à la Sécurité Sociale,... mais à aucun moment, la jonction ne s'est faite ni a été proposée.

Les grévistes de Rufa sont restés isolés, ils ne gagneront probablement pas. Mais face à un patron de combat, ils ne se sont pas résignés. Même s'ils sont licenciés, ce sera après s'être battus jusqu'au bout, et l'avoir fait payer cher au patron.

Tréfilunion (Bourg-en-Bresse)

ÇA CHAUFFE À LA TREMPE

L'usine Tréfilunion (ex-TECNOR) de Bourg-en-Bresse emploie 450 travailleurs. Elle fait partie du groupe Usinor et fabrique des câbles spéciaux. Mardi 14 et mercredi 15 février, les 18 ouvriers du secteur «trempe à l'huile» se sont mis en grève pour réclamer 47 F de l'heure au lieu de 37, c'est-à-dire les «8000 F brut minimum» ; et aussi l'embauche de personnel supplémentaire car, en quelques années, ils sont passé de 8 à 4 ouvriers par poste de travail.

Après ces deux jours de grève, la direction a lâché 1 300 F de prime répartis sur deux mois et la promesse que deux travailleurs seraient mis en plus sur chaque poste. Ce ne seront pas des embauches mais des travailleurs de l'usine de Gorcy, dans l'Est, qui doivent être mutés à Bourg. Bien sûr, ça ne fait pas le compte. Mais ceux de la «trempe à l'huile» sont bien contents d'avoir fait reculer la direction.

Et puis, ils ont donné des idées au reste de l'usine et certains disent : *«Pourquoi pas nous ?»*. Les lundi et mardi suivants, les deux équipes ont débrayé pour faire savoir que les «8 000 F brut minimum» étaient aussi leur revendication. La seule réponse du directeur a été une vague promesse de 400 F de prime...

C'est ridicule, quand on sait que certains travailleurs ayant plus de 20 ans d'ancienneté touchent des salaires de 4 200 F, qui n'atteignent pas les 5 000 F net avec la prime d'ancienneté ! Et le manque d'effectifs fait que, dans bien des secteurs, des pressions sont exercées pour que des ouvriers s'occupent de trois machines au lieu de deux.

Déjà en octobre 1987, la coupe avait débordé et il y avait eu deux semaines de grève pour 600 F d'augmentation. Depuis cette date, les profits de Tréfilunion ont augmenté, alors que la «restructuration» a continué sur le dos des travailleurs : fermeture de l'usine du Havre, licenciements et mutations à Gorcy. A Bourg, les directeurs défilent et à chaque fois font des menaces de suppressions de postes, voire de fermeture. Quant aux salaires, c'est bien plus de 600 F d'augmentation qu'il faudrait aujourd'hui.

En tout cas, la grève de la «trempe à l'huile» donne le moral et l'envie de discuter des salaires !

Heudebert (Toulouse)

LES PATRONS DOIVENT CÉDER !

A l'usine Heudebert de Toulouse, la grève est totale, depuis maintenant trente-cinq jours, pour les salaires et l'embauche des travailleurs sous contrat. Malgré les difficultés, une centaine de grévistes se rendent toujours sur le piquet. Les bulletins de paie du mois de février ont été envoyés par la direction. Certains grévistes, qui avaient été malades au mois de janvier, se retrouvent, par le jeu de la retenue différée des salaires, avec moins de 1 000 francs au bas de la feuille de paie de février.

La direction a de nouveau saisi le tribunal des référés pour «entrave à la liberté du travail». Elle compte cette fois avoir gain de cause, après avoir fait constater par huissier que les grévistes s'opposaient à l'entrée d'une partie de la maîtrise (voir *LO* n° 1082). Face à cette situation, la CGT qui dirige toujours la grève a proposé tout au long de la semaine de se rendre à l'inspection du travail pour faire pression sur le médiateur. Les grévistes ont participé massivement à ces actions, sentant bien qu'il fallait réagir et faire quelque chose. Mais une minorité de travailleurs pense malgré tout que le problème est de faire pression sur la direction et que cette affaire de médiateur ne peut pas amener grand-chose. Certains pensent qu'il aurait fallu se rendre plus tôt et massivement dans les usines Heudebert de Verin et Grandville, pour tenter de les mettre en grève.

La CGT, quant à elle, parle d'organiser un vote sur la reprise du travail ou non, et insiste de plus en plus sur le fait qu'il faudra continuer la lutte après la reprise. Mais malgré cette indécision des dirigeants de la grève, les patrons n'en ont pas fini avec les travailleurs d'Heudebert.

Correspondant LO

Thomson CSF – Kourou (Guyane)

PAS D'ARGENT, PAS DE FUSÉE

Sur la base de lancement de Kourou, le vingt-neuvième tir de la fusée Ariane, qui devait mettre en orbite un satellite européen et japonais, a dû être reporté à des jours meilleurs à cause du courroux des salariés de la filiale locale de Thomson. Ceux-ci en effet se sont mis en grève le 23 février pour diverses revendications, dont l'augmentation de 1 200 F des salaires.

La direction, qui envoie dans les cieux pour des milliards de matériel hautement sophistiqué, qui perd un million de francs par jour de retard, refuse jusqu'à présent d'accorder satisfaction aux salariés.

Le tir peut encore être reporté. Mais au-delà du 15 mars, il sera sérieusement compromis. Le temps joue donc, pour le moment, en faveur des grévistes.

Avant chaque tir, on passe en revue tous les éléments de la fusée et on arrête le départ si quelque chose semble clocher. Mais le personnel, on ne s'en préoccupe guère. Seulement, sans lui, les plus belles merveilles techniques ne sont que des objets inertes et inutiles.

Et il faudra bien ajouter à la liste des vérifications, avant lancement, avec «l'état des propulseurs» ou celui des «circuits électriques», le «niveau des salaires», les «conditions de travail», etc. Et s'il y a un voyant rouge, il faudra bien annuler le départ !

SNECMA (Villaroche – Région parisienne)

LE PDG A EU PEUR DES TRAVAILLEURS

La direction de la SNECMA a publié un communiqué de victoire pour annoncer la première rotation du moteur militaire M88 qui doit équiper le futur avion de combat Rafale.

Ce moteur est sans doute, comme l'écrit la direction, le résultat des technologies les plus avancées... bien qu'il n'y ait pas de quoi se vanter de ces progrès qui servent à perfectionner les machines à tuer. En tout cas, si la direction est fière de son moteur, elle l'est sans doute un peu moins de la façon dont elle a procédé à cet essai.

En effet l'opération était prévue le mardi 28 février en matinée, en la présence du PDG Capillon, entouré de grosses légumes. Ils étaient attendus. Des travailleurs souhaitaient profiter de l'occasion pour leur parler salaires et ne pas laisser se dérouler tranquillement la cérémonie. La CFDT avait appelé par tract à une initiative. Mais, à l'heure prévue pour l'essai, nous apprenions que tout s'était déroulé la veille au soir à 20 heures, dans le secret et devant un public sélectionné. Bref, le général se souvenant sans doute d'une récente visite au bâtiment 35 à Villaroche où il s'était fait raccompagner par une quarantaine de travailleurs, a préféré jouer à cache-cache et venir faire son inauguration en douce, à la faveur de l'obscurité.

Une ruse de guerre qui a plutôt fait rigoler dans l'usine. Car c'est au moins la preuve qu'il ne se sent pas rassuré face à ses ouvriers !

Correspondant LO

LES «DIX DE BILLANCOURT» RÉINTÉGRÉS PAR LES TRIBUNAUX

Une nouvelle bataille juridique vient d'être gagnée par la CGT dans le conflit qui l'oppose à la direction de la Régie Renault à propos des «dix de Billancourt». Après la décision du tribunal des Prud'hommes de Boulogne qui ordonnait la réintégration des «dix», sous astreinte d'une amende de 500 F par jour chacun en cas de non-respect, la direction de Renault avait fait appel en référés, demandant à un autre tribunal de l'autoriser à se contenter de verser leur salaire aux «dix» sans les laisser entrer dans l'usine, arguant que leur présence pouvait créer une perturbation du climat social. La direction de Renault a été désavouée cette fois encore par la Cour d'appel de Versailles qui a, elle aussi, statué sur la réintégration immédiate, en attendant que le jugement soit revu sur le fond en appel le 20 mars.

La bataille juridique n'est donc pas terminée, et la direction de Renault n'a pas renoncé à la poursuivre. Toujours est-il que pour le moment, ce n'est pas elle qui est la gagnante, et les travailleurs ne peuvent que s'en réjouir.

L'Humanité *du 1er mars dans son éditorial écrit :* «Formidable victoire dont il est difficile d'imaginer qu'elle ne relève pas d'une décision politique». *Formellement les tribunaux sont indépendants, et il serait bien difficile de savoir si les tentatives d'en influencer leurs membres ont été faites ou pas, venant du pouvoir gouvernemental. Ce qui est sûr, par contre, c'est qu'à un certain moment, c'est une décision politique qui a fait véritablement basculer l'affaire des «dix de Billancourt». Cette décision, ce fut la loi d'amnistie. C'est elle qui donna une base juridique solide pour que la CGT puisse continuer la bataille devant les tribunaux.*

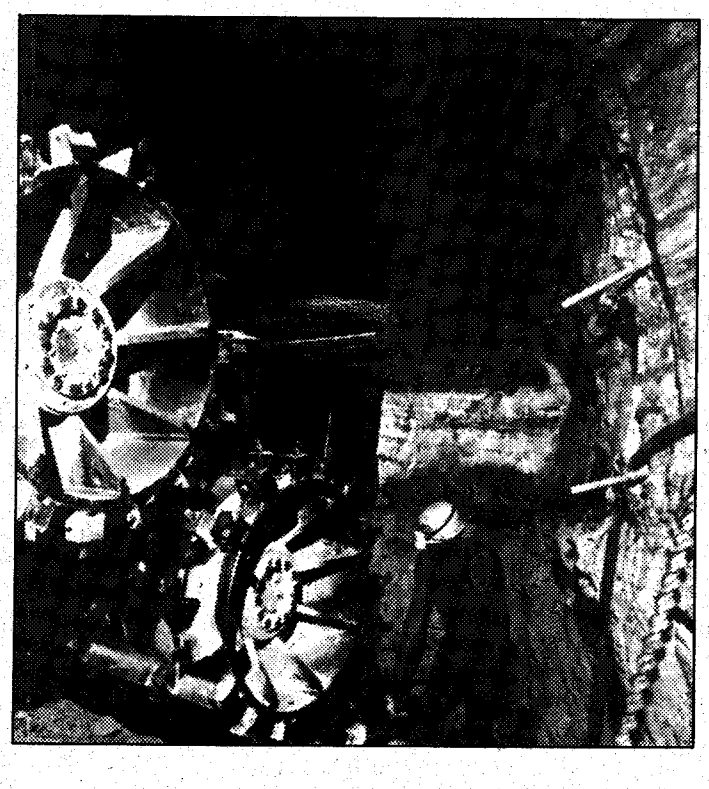
Mais force est de constater que la masse des travailleurs de Renault n'a jamais été véritablement concernée par ce combat singulier entre la CGT et la direction, et qu'elle n'a participé à cette confrontation qu'en tant que spectateur. Et elle reste tout aussi spectatrice de la «victoire de la CGT».

L. G.

Mines de potasse d'Alsace (Mulhouse)

LA COURSE A LA PRODUCTION A TUÉ

Samedi 18 février, un mineur est mort à mille mètres sous terre, écrasé par plusieurs tonnes de potasse au puits de Berrwiller des Mines de potasse d'Alsace. Il faisait des travaux de sécurité quand une écaille de potasse de plusieurs tonnes s'est effondrée sur lui.



L'émotion a été grande, en particulier chez les nombreux jeunes mineurs embauchés depuis quelques années et qui rencontraient ainsi le premier accident mortel. D'autant plus qu'encore quelques semaines auparavant, un des directeurs du puits Amélie pouvait déclarer à la presse que, les mines dangereuses, cela n'existait plus, et que la mécanisation avait supprimé toute nuisance. Si les mines avaient mauvaise réputation, ajoutait-il, c'était la faute à... Zola !

Il n'y avait pas eu d'accident mortel au fond depuis 1976. Mais la course à la production, accélérée ces dernières années, a amplifié les dangers et a donné à la direction cette inconscience meurtrière.

Il y a trois semaines, elle avait offert une bouteille de vin blanc aux mineurs du puits Amélie, qui avaient battu des records historiques de productivité.

Mais le pire a été que, le camarade même pas enterré, les mineurs ont dû parer à l'irresponsabilité de la direction en descendant à Berrwiller et en travaillant le plus vite possible dans le secteur dangereux pour sauver la mine et les millions de matériel qui risquaient d'être ensevelis à tout jamais. Les gendarmes descendus faire l'enquête n'ont pas voulu rester plus d'une heure parce que ça craquait de partout, mais les mineurs ont travaillé là au risque de leur vie, plusieurs jours. Aussi le jour de l'enterrement, qui fut aussi un jour de protestation et d'arrêt de travail sur les puits Marie-Louise et Berrwiller, plus de mille mineurs ont tenu à être présents et à témoigner de leur rage rentrée.

Correspondant LO

SNCF - Cravant-Bazarnes (Yonne)

LA MORT DE DEUX CHEMINOTS

Dimanche 19 février, en gare de Cravant-Bazarnes, vers 21 heures, alors qu'il procédait au raccordement d'un wagon à un autorail, un cheminot de 32 ans, Gérard Paris, a été tué, écrasé par l'autorail. Son camarade de travail, Gérard Fichot, 36 ans, agent de circulation de cette gare, s'est suicidé le lendemain.

Que s'est-il passé ?

La mort de Gérard Paris n'est pas encore expliquée. On sait qu'il avait procédé au raccordement d'un wagon et fait les essais de freins, qu'il faisait nuit et qu'à cet endroit l'éclairage n'était pas bon. Son camarade de travail, ayant sans doute eu l'assurance que cette manœuvre était terminée, a donné le signal du départ à l'autorail, lequel a écrasé le cheminot de la manœuvre.

Dès la nouvelle connue, les gendarmes arrivés sur les lieux ont embarqué Gérard Fichot et l'ont interrogé jusqu'à deux heures du matin. Le lendemain, il s'est suicidé.

Certains expliquent le suicide par le fait que Gérard Fichot se serait senti responsable de l'accident mortel de son camarade. D'autres, comme la direction SNCF, font courir le bruit que le cheminot était déjà dépressif.

Or on sait, depuis la condamnation des cheminots aux procès de Flaujac et Argenton-sur-Creuse, que la SNCF ainsi que, dans une large mesure, la justice rendent systématiquement responsables les cheminots et dédouanent les responsabilités de la SNCF et de la politique gouvernementale d'économies. De plus, on peut imaginer les pressions subies par Gérard Fichot à la gendarmerie, jusqu'à deux heures du matin. Alors, s'est-il senti responsable ou l'a-t-on rendu responsable ? C'est en tout cas ce que pensent beaucoup de cheminots.

Une nouvelle fois, deux cheminots ont perdu la vie au travail ou à cause de celui-ci. Déjà, en août 1987, un cheminot avait été fauché par un train non loin de la gare de Cravant, et sur la seule région de Paris - Sud-Est, depuis 1980, dix-huit cheminots ont été tués.

Trop, c'est trop !

Beaucoup de cheminots sont écœurés et en colère de la mort de deux de leurs camarades, et ne se font guère d'illusions sur les résultats de l'enquête qui, nul doute, dégagera le SNCF de ses responsabilités comme toujours.

Correspondant LO

LA LUTTE CONTINUE DANS LES AFPA

Mercredi 1er mars, les stagiaires des centres de l'Association de Formation Professionnelle des Adultes (AFPA) de Normandie et de Bretagne sont venus manifester leur colère à Paris jusqu'aux portes du ministère du Travail.

Près de 700 stagiaires venus de 12 centres de ces régions (Rouen, Caen, Le Havre, Brest, Rennes ou Le Mans...) se sont retrouvés sur l'esplanade de la gare Montparnasse.

Aux cris de :
«Stagiaires en colère, salaire de misère».
«Rocard si tu savais l'AFR (allocation de base versée par les ASSEDIC aux stagiaires) où on se la met».
«Formation oui, sans pognon non».
«Le SMIC minimum pour tous».

Les stagiaires ont manifesté jusqu'au ministère du Travail en distribuant des tracts pour informer la population. Sur les trottoirs l'accueil était sympathique, comme celui de cette employée, indignée en apprenant que les stagiaires ne touchaient que 1200 francs par mois.

L'ambiance était chaude et les stagiaires en colère montraient leur détermination à obtenir le SMIC minimum pour tous...

Dans les centres de Rouen et de l'Ouest

Après quatre mois de mouvement, la colère reste grande chez les stagiaires des centres AFPA. Au centre AFPA de Rouen, depuis le mercredi 15 février, nous sommes en grève de 24 heures reconductible. Le centre est entièrement bloqué, la grève est votée chaque jour lors d'assemblées générales, certains jours jusqu'à 250 stagiaires (la moitié du centre) se réunissent.

Nous réclamons toujours l'abrogation des nouvelles mesures (baisse de 1000 F en moyenne de la rémunération des stagiaires), le SMIC au minimum pour tous, pas de pertes de droits ASSEDIC avec 4 mois de droits minimum à la sortie des stages, le paiement des frais de transports et l'hébergement gratuit.

Alors que le mouvement semblait s'essouffler nationalement, au début du mois de février, la volonté de stagiaires de Rouen restait de ne pas se laisser «enterrer».

Le plus grand nombre d'entre nous, rentrés en juillet, sont sous le coup des nouvelles mesures et donc ne touchent par mois que 3 200 F, 1600 F, 1200 F. De plus en plus de stagiaires ne peuvent plus joindre les deux bouts.

Conscients de la nécessité de renforcer notre mouvement et pour cela de l'étendre, dès le mercredi 15 février, tous les jours des groupes de dix ou trente se sont rendus dans les autres centres de la région pour les appeler à rejoindre le mouvement. Partout l'accueil a été bon. Dès leur arrivée, les groupes faisaient le tour des sections et intervenaient au self. Dans la foulée s'organisaient des assemblées générales où étaient votées les revendications et élus des comités de défense des stagiaires. En un jour, les centres d'Evreux, du Havre, de Caen, de Mantes-la-Jolie, de Cherbourg, Coutances, Le Mans et Alençon, ont rejoint le mouvement. De la même manière, les stagiaires du centre de Brest étendaient leur mouvement en Bretagne. Des manifestations ont eu lieu à Rouen, Caen, Evreux et Le Havre. La détermination reste entière...

Cégédur (Issoire)

ENCORE UN MORT À L'USINE

Mercredi 1er mars, un ouvrier de 38 ans qui travaillait au service d'entretien électrique de Cégédur est mort. Il était tout seul pour effectuer une réparation dans l'atelier de Fonderie au magasin Métal d'Aluminium, lorsqu'il a été projeté par des bennes qui circulaient automatiquement et qui l'ont heurté violemment dans le dos.

La mort de leur camarade a profondément bouleversé les ouvriers des Laminoirs et de la Fonderie. Ils ont aussitôt débrayé pendant vingt-quatre heures. Les trois équipes, matin, soir et nuit, ont bloqué complètement la production. Dans Issoire, l'annonce de ce grave accident s'est propagée très vite. De leur côté, les syndicats ont vivement protesté auprès de la direction, qui a convoqué l'après-midi même le Comité d'Hygiène et de Sécurité pour étudier les causes de l'accident.

La direction de l'usine Cégédur-Péchiney d'Issoire se vante pourtant d'avoir modernisé les ateliers, notamment de Fonderie et de Stockage, surtout après la terrible explosion des fours, il y a trois ans, qui avait provoqué la mort de quatre ouvriers fondeurs, blessé vingt-cinq personnes et provoqué des dégâts considérables.

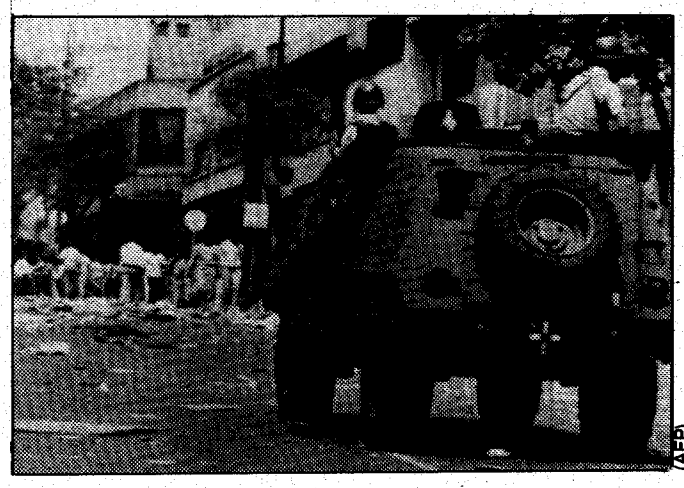
La série des accidents graves à Cégédur s'allonge. Il y a seize mois, sur un laminoir, un ouvrier avait été tué. Et à la mi-janvier, voilà à peine six semaines, des grosses bobines ont dégringolé sur le corps d'un ouvrier qui en a réchappé de justesse, mais qui a dû être amputé d'une jambe.

Cette fois la direction s'est engagée à faire connaître publiquement à tout le personnel les résultats de l'enquête sur cet accident.

Mais tout le monde attend des mesures efficaces de sécurité contre la répétition des accidents : ne jamais laisser un travailleur tout seul dans un secteur pendant des heures ; coupure automatique du courant quand il faut faire des travaux dangereux. La vie d'un ouvrier vaudrait-elle donc moins que quelques centaines de mètres de bobinage d'aluminium ? Et comment croire que le trust Péchiney n'aurait pas les moyens d'appliquer les mesures de sécurité indispensables, lui qui spécule en Bourse à coups de milliards de francs, et dont Cégédur est l'une des principales filiales et une source de profits considérables ?

VENEZUELA

LA RÉVOLTE DES PAUVRES CONTRE LES PILLEURS DE LA FINANCE INTERNATIONALE



La garde nationale dans les rue de Caracas.

C'est par plus d'une centaine de morts et des centaines de blessés que se sont soldées les deux journées d'émeute de la fin février à Caracas et dans la plupart des villes du Venezuela. Alors que la baisse moyenne des revenus depuis 1986 était estimée à 40%, le gouvernement de Carlos Andres Perez, élu président du Venezuela en décembre dernier, a édicté un plan d'austérité dont la première partie venait en application avec la hausse de 30% à 100% des transports, et des hausses importantes sur les produits de première nécessité.

Des bidonvilles et des quartiers pauvres sont alors spontanément sortis des milliers de gens – en particulier des jeunes et des ménagères – qui se sont livrés au pillage des magasins, de nourriture, d'équipement ménager, de vêtements, etc. L'intervention de la police et de l'armée s'est heurtée par endroits à des barricades de voitures et d'autobus renversés et incendiés.

Le Venezuela a connu dans la période de hausse des prix du pétrole, dans les années soixante-dix, un boom économique considérable. Ce qui ne signifie pas que toute la population en ait bénéficié, au contraire. Alors que le centre des villes suait de plus en plus la richesse et l'opulence, les bidonvilles à la périphérie s'agrandissaient. Mais avec la chute du prix du pétrole, la dette du pays s'est accrue d'une façon considérable ; 32 milliards de dollars aujourd'hui.

Cette dette, c'est à la population pauvre que le gouvernement du pays, pressé par le Fonds Monétaire International, veut la faire payer. Et ce qui s'est passé au Venezuela ressemble en tout point à la série d'émeutes qui ont secoué un certain nombre de pays pauvres d'Asie, d'Afrique et d'Amérique, depuis quelques années.

Pendant qu'une partie de l'humanité n'en peut plus de misères et de privations, la finance internationale continue à rançonner, à pressurer à mort ceux qui produisent les richesses. Oui, un tel monde mérite de périr. Et il sera balayé sans retour, lorsque les exploités s'uniront pour passer de l'émeute et des émeutes dans chaque pays, à l'expropriation consciente et organisée des capitalistes, c'est-à-dire à la révolution prolétarienne mondiale.

L. G.

LE MULTIPARTISME A LA HONGROISE

En Hongrie, le gouvernement a à faire face à une situation sociale de plus en plus tendue. Sur le plan économique, il n'a rien à proposer, sinon appeler la population à accepter de nouveaux sacrifices alors que le niveau de vie des travailleurs, et des retraités en particulier, a considérablement diminué ces derniers temps. Les correspondants en Hongrie des journaux français parlent entre autres des queues de retraités devant les pharmacies ces dernières semaines, certains en larmes à cause de l'instauration d'un nouveau système de sécurité sociale à trois vitesses... Les fermetures d'entreprises et les licenciements doivent s'accélérer après le vote des nouvelles lois sur les entreprises.

Les syndicats officiels ruent dans les brancards, réclamant la protection des chômeurs, demandant des hausses de salaires pour compenser l'inflation. Ils craignent la concurrence des syndicats non-officiels qui vont se créer... Chez les chercheurs scientifiques, par exemple, c'est le syndicat non-officiel qui regroupe depuis plusieurs mois la presque totalité du personnel et qui est bel et bien reconnu par l'administration, de fait sinon de droit !

C'est dans ce contexte que le gouvernement et le Parti Communiste hongrois ont choisi la voie du «multipartisme», déclarant que la Hongrie s'acheminait vers un régime à plusieurs partis. Le pouvoir espère ainsi, pour faire face aux réactions prévisibles de la classe ouvrière, alors que les grèves deviennent déjà plus nombreuses, avoir plus d'assise, au moins parmi la petite bourgeoisie qui réclame la liberté d'expression et la liberté de la vie politique, et parmi la bourgeoisie qui, pour faible qu'elle soit relativement à la bourgeoisie occidentale, n'en profite pas moins des réformes économiques en cours pour se développer et s'enrichir.

Sans attendre la loi sur les partis, promise pour le 1er août au plus tard, une trentaine «d'associations» se sont créées, en particulier en 1988. Et ces derniers mois, plusieurs «anciennes formations» (d'avant 1949...) se sont reconstituées. Le 18 novembre 1988, le Parti des Petits Propriétaires annonçait *«la reprise de ses activités»*. Quelques jours plus tard, c'était le tour du Parti Social-Démocrate, et début février, celui de l'ancien Parti National Paysan.

Le gouvernement a programmé des consultations électorales en série : pour la fin 1989 des élections municipales, pour début 1990 l'adoption d'une nouvelle constitution, pour le printemps 1990 l'élection d'un président de la République et pour l'été 1990 des élections au Parlement, espérant sans doute faire prendre goût à la population à des consultations qui changeraient un peu de l'ordinaire...

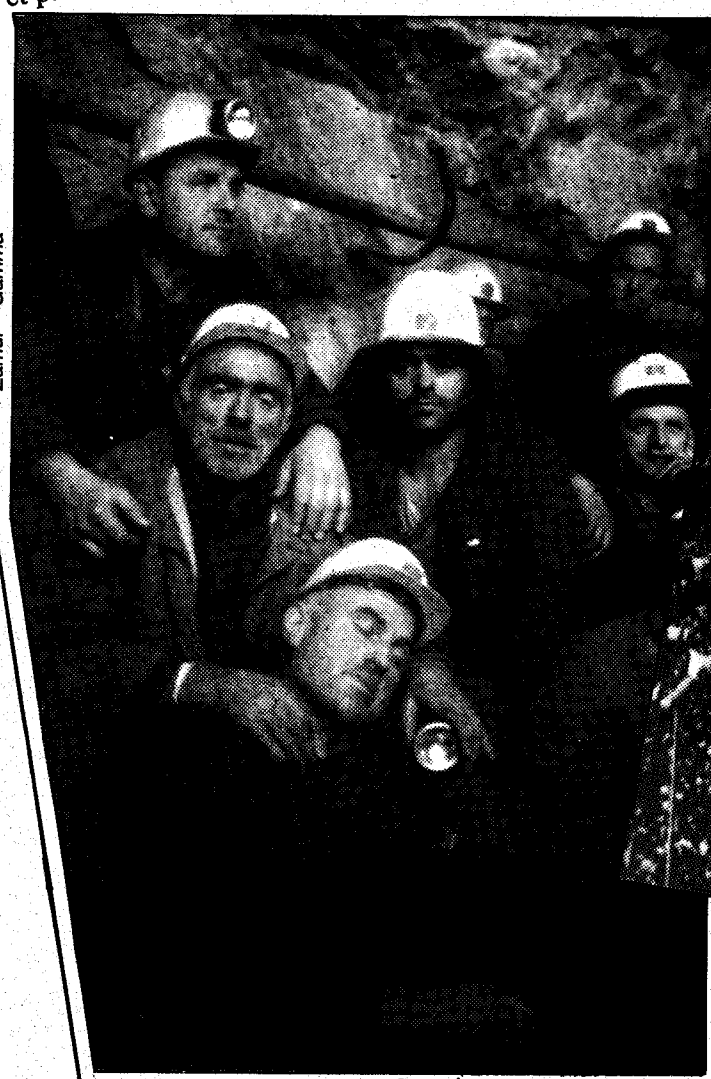
Mais ces partis, qui se constituent et se structurent actuellement dans l'attente de participer éventuellement au pouvoir, sont tous plus ouvertement nationalistes les uns que les autres. Et aucun ne se propose même représenter et de défendre les travailleurs !

On vient d'apprendre que le premier syndicat ouvrier non-officiel, Solidarité Ouvrière, venait d'être créé. On n'en sait pas plus pour l'instant sur ce syndicat, ni sur les intentions et le programme de ses promoteurs. Mais il est certain que la classe ouvrière doit mettre à profit les possibilités que la situation actuelle peut lui donner pour s'organiser de façon indépendante et pour qu'émergent des militants et une politique représentant réellement les intérêts de la classe ouvrière.

S.F.

YOUGOSLAVIE

NATIONALISME CONTRE NATIONALISME AU KOSOVO



Zamur – Gamma

Des mineurs du Kosovo en grève.

La manifestation des Serbes à Belgrade.

(AFP)

Les 1 300 mineurs albanais du Kosovo ont mis fin lundi soir 27 février à leur mouvement après qu'ils aient obtenu la démission effective de trois dirigeants de la province qu'ils jugeaient trop pro-Serbes. Pendant une semaine, les 1 300 mineurs avaient campé au fond de la mine, à mille mètres de profondeur... et ils bénéficiaient du soutien ouvert et effectif de la totalité de la population de souche albanaise qui représente 90% de la population totale du Kosovo. Les étudiants, eux, s'étaient enfermés dans leur université, et les activités s'étaient ralenties, voire arrêtées à Pristina, capitale de la province.

Les mineurs ont eu gain de cause, mais le jour même, à Belgrade, capitale de la Serbie, entre 500 000 et un million de manifestants répondaient à l'appel du dirigeant serbe Milosevic pour demander aux autorités d'accroître le pouvoir de la Serbie sur la province autonome du Kosovo.

Deux autres républiques de la fédération yougoslave, la Croatie et la Slovénie, situées plus au nord et réputées plus riches, ont déclaré leur soutien au Kosovo contre les prétentions serbes.

Au Kosovo même, les chars de l'armée quadrillent la capitale et de fait la province connaît l'état de siège.

Deux populations de souches différentes, Albanais et Serbes, sont mobilisées l'une contre l'autre. La tension nationaliste monte, avivée par les prétentions du dirigeant serbe Milosevic à jouer le rôle de l'homme fort de la Yougoslavie et qui n'hésite pas pour cela à s'appuyer sur le nationalisme serbe et à le renforcer.

Mais ce qui attise encore les antagonismes c'est la crise, la faillite économique encore plus sensible dans le sud du pays qui correspond aux régions les plus pauvres de la Yougoslavie, qui sont Kosovo, Macédoine, Monténégro et... Serbie. Pour les dirigeants, exacerber le nationalisme est une façon de détourner la colère, la combativité des masses et de la classe ouvrière des vrais problèmes posés par la misère croissante. Mais les vrais responsables en sont les privilégiés yougoslaves et les banques occidentales, celles qui ont fermé les crédits, provoquant les difficultés économiques dans lesquelles se débattent aujourd'hui les populations de Yougoslavie.

Cécile BERNIER

(AFP)

UN «PLURALISME» DONT LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN À ATTENDRE

La nouvelle constitution de l'Algérie a été approuvée par 73 % des suffrages exprimés. Cette nouvelle constitution a, pour l'essentiel, supprimé toute référence au socialisme et a instauré en Algérie le multipartisme. Fait nouveau, au cours de la campagne qui a précédé ce référendum, la presse s'est fait l'écho des prises de positions des différents courants politiques qui émergent au grand jour depuis quelques semaines.

Le FLN, qui est toujours officiellement le parti de Chadli, a créé la surprise. En effet, il n'a pas appelé à voter oui. Il s'est contenté d'appeler les électeurs à *«voter massivement»*. Cela reflète les clivages et le mécontentement qui s'expriment de plus en plus ouvertement à l'intérieur du FLN. Beaucoup n'ont pas digéré la suppression de toute référence au socialisme et surtout l'abandon du système du parti unique.

Les berbéristes du RCD (Rassemblement pour la Culture et la Démocratie) n'ont pas donné de consigne de vote. Quant aux islamistes, ils ont reproché à la nouvelle constitution de ne pas s'inspirer suffisamment de la chariâ (loi islamique) et dans l'ensemble, ils ont appelé à l'abstention.

En fait, la seule formation qui a appelé ouvertement à voter oui est le PAGS, Parti de l'Avant-Garde Socialiste (communiste). Le PAGS en soulignant *«les aspects positifs réels»* de la constitution profitait de l'occasion pour apporter son soutien au pouvoir.

En fait, bien avant le 23 février, des courants ont émergé et plusieurs partis ont proclamé leur existence.

Des berbéristes ont été les premiers à proclamer le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie. Cette nouvelle formation s'affirme d'emblée sur le terrain politicien : *«Nous nous situons dans le terrain inoccupé par les deux principaux courants politiques du pays, autrement dit à la gauche des intégristes et à la droite du PAGS ; soit une position centriste, social-démocrate...»*.

Les islamistes eux aussi se mettent sur les rangs. Le 18 février, des imams proclamaient la création d'un Front Islamique de Salut. Quelques jours plus tard, l'un des dirigeants de ce groupe, l'imam Belhadj, annonçait la couleur dans une interview au quotidien *Horizon*.

Interrogé sur le multipartisme, il répondait : *«Oui au pluralisme dans le cadre de l'islam. Mais si aujourd'hui, le berbériste s'exprime, le communiste s'exprime, ainsi que tous les autres, notre pays va devenir le champ de confrontation d'idéologies diverses en contradiction avec les croyances de notre peuple. Le musulman ne peut admettre l'apparition de partis qui prônent la contradiction avec l'islam...»*.

L'imam Belhadj entre en guerre contre la mixité, à l'école, au travail : *«Je répète que la femme doit rester chez elle et éduquer les hommes. Si la société islamique est dans l'obligation de créer des emplois pour la femme, ceci ne doit en aucun cas avoir lieu dans un milieu mixte et cet emploi doit correspondre à sa nature féminine. Mais une femme agent de police, qui surveille les rues, c'est inconcevable...»*. Cette guerre contre la mixité est un vieux cheval de bataille des islamistes. Il y a quelques années, ils avaient mené une campagne de calomnies et avaient été jusqu'à agresser des femmes travaillant dans une usine de montage de téléviseurs à Sidi-Bel-Abbes.

Avec les pauvres, l'imam est compréhensif. Il fait même du social, si l'on peut dire. Il pardonne pour l'instant aux voleurs car la société pousse au vol. Mais quand la société sera islamique, alors il faudra appliquer la chariâ, c'est-à-dire couper les mains des voleurs !

Tous ces courants politiques qui apparaissent ne gênent en rien la bourgeoisie et le pouvoir algérien. Le RCD et le PAGS, en fait, ne se différencient que sur des nuances avec ce pouvoir. Ils veulent bien aider Chadli à parer son régime d'un décor démocratique, quelques mois après que Chadli ait ordonné le massacre d'octobre. Les islamistes, eux, menacent tous ceux qui ne partagent pas leurs idées profondément réactionnaires. Leur rêve, c'est d'embrigader et de faire marcher au pas toute la population algérienne.

Pour défendre leurs intérêts, les travailleurs algériens devront se donner leurs propres organisations de classe. Et si la situation actuelle leur ouvre quelques possibilités pour s'exprimer, il faut les saisir.

UNE MOBILISATION QUI SE MAINTIENT

Cinq mois après les émeutes du mois d'octobre et la vague de grèves qui a suivi, la mobilisation populaire persiste en Algérie. La population n'accepte plus les passe-droits pour obtenir un logement. Elle ne tolère plus les petits notables corrompus et arrogants qui sont à la tête des APC (assemblées populaires communales). Il y a quelques jours, à Bordj Ménaiel, la population est descendue dans la rue et s'est affrontée à la police, venue expulser des familles des logements qu'elles occupaient.

La presse algérienne parle beaucoup également de la «folie des stades». Des incidents se multiplient à l'occasion des matchs de foot. Bien sûr, il y a l'excitation des supporters. Mais les jeunes profitent des matchs pour lancer des slogans et les transformer en manifestations politiques.

Quant aux grèves, elles semblent continuer. L'hebdomadaire du FLN, *Révolution Africaine*, s'interrogeait dans son numéro du 24 février : *«Prenons ce qui se passe sur le front social. Après la fièvre de l'après-octobre, les grèves reprennent de plus belle. Il ne se passe pas de jours sans que l'on nous annonce un mouvement d'arrêt de travail dans les usines, les entreprises, les lycées, une fois à l'est, l'autre fois au centre ou à l'ouest, que sais-je ?»*

Cette mobilisation ouvrière semble avoir des répercussions au sein de l'UGTA, le syndicat officiel. Déjà, dès le mois de novembre, bien des grèves contestaient les ATU (assemblées de travailleurs, sortes de CE) imposées par le FLN et exigeaient leur réélection. Au mois de novembre également, une coordination de syndicalistes de la wilaya de Tizi Ouzou exigeait une UGTA autonome et démocratique et appelait à un nouveau congrès de l'UGTA.

La presse a beaucoup parlé, ces derniers temps, de la réélection de l'ATU imposée par les travailleurs du port d'Alger et que la direction de l'UGTA a dû accepter, après bien des manœuvres.

Cette contestation syndicale semble prendre de l'ampleur. De nombreuses entreprises sont touchées. Un comité syndical de coordination provisoire s'est formé à Annaba. A Oran, une coordination regroupant des représentants de 17 entreprises a revendiqué *«un syndicat autonome, revendicatif, unitaire et patriotique»*. Des incidents (notamment dans la région d'Annaba) ont opposé «syndicalistes contestataires» à des partisans de la direction en place de l'UGTA. La direction de l'UGTA, elle, se défend en criant à la division et à la «manipulation communiste».

Cette contestation syndicale, pourtant, à la lecture de certaines plates-formes, est limitée par bien des aspects. La nécessité, par exemple, d'augmenter la production y est souvent affirmée. Il semble bien qu'elle soit souvent inspirée par des syndicalistes proches du PAGS et d'anciens responsables syndicaux éliminés au début des années 1980 et à qui le pouvoir avait reproché de ne s'être pas opposés assez ouvertement aux grèves, nombreuses à partir de 1977. Pourtant, ces dirigeants d'alors de l'UGTA avaient tout fait pour contenir et canaliser ces grèves.

D'ailleurs, aujourd'hui, au sein de la bourgeoisie comme au sein du pouvoir, certains appellent de leurs vœux un syndicat moins compromis, moins discrédité aux yeux des travailleurs et plus efficace pour maintenir la paix sociale. C'est ce qu'affirmait *Révolution Africaine* à propos des grèves : *«C'est là que l'on constate l'absence cruelle d'un vrai syndicat, qui aurait pu dire la vérité sans être soupçonné d'être la voix de son maître»*.

Les travailleurs algériens savent depuis longtemps à quoi s'en tenir avec les «béni-oui-oui» qui dirigent actuellement l'UGTA. Il leur reste à se trouver d'autres dirigeants qui soient vraiment avec eux dans leurs luttes.

Quand la Révolution française commençait ... en Amérique

La Révolution française dont on célèbre aujourd'hui le bicentenaire ne fut pas la seule ni la première révolution de la bourgeoisie. En Angleterre déjà, un siècle auparavant, la bourgeoisie avait pris le pouvoir. Mais celle qui fut, et dans le temps, et par les idées, la plus proche de la Révolution française, fut la révolution américaine : elle éclata 14 ans avant la prise de la Bastille. Les mêmes hommes ont vécu ces deux révolutions, certains y ont participé à leur façon... ce fut le cas pour deux personnalités très différentes : Beaumarchais, homme d'affaires et littérateur, qui affichait sa sympathie pour les idées d'avant-garde, et Tom Paine, issu du milieu naissant des ouvriers anglais, qui fut le militant de l'une et de l'autre révolution.

Cécile BERNIER

Beaumarchais

Figaro et la Révolution américaine

C'est pendant le court règne de Louis XVI (1774-1792), que Beaumarchais, le dernier venu des écrivains des Lumières, réussit ce tour de force d'être la coqueluche de la Cour et celle du Tout-Paris populaire, lui, le sulfureux, le libertin, le contestataire et quelque peu aventurier... Beaumarchais.

Aujourd'hui on connaît Beaumarchais comme le créateur de Figaro, ce valet de comédie, roi de l'intrigue et héros du *Barbier de Séville* et du *Mariage de Figaro*. Mais pour Beaumarchais, la littérature n'était autre chose *«qu'un délassement honnête»*, parmi ses multiples occupations d'homme pressé. Aventureux, intrigant, Beaumarchais fut un touche-à-tout universel : littérateur, pamphlétaire, homme de théâtre, il avait commencé comme horloger, ce qui lui avait donné ses entrées à la Cour et auprès de grands financiers. Il fut, tour à tour et en même temps, homme d'affaires, industriel, agent secret du roi et même trafiquant d'armes. Bien sûr, le tout pour la bonne cause. Car si pour lui, en bon bourgeois qu'il était, la grande affaire de sa vie était les affaires et l'argent – *«de l'intrigue et de l'argent, te voilà dans ta sphère»* ainsi que le lance Suzanne à Figaro – il avait aussi des convictions. Et il n'était jamais aussi satisfait que quand il pouvait marier les affaires, les intrigues politiques, à la défense d'un certain idéal des «Lumières» qui était le sien. Et s'il faisait parfois faillite dans les affaires de cette sorte, c'était avec philosophie.

C'était ainsi qu'il convainquit Louis XVI et son ministre Vergennes qu'il fallait fournir des armes aux insurgés américains pour qu'ils puissent battre l'Angleterre... Abattre la puissance anglaise était le vœu le plus cher des bourgeois français dont l'Angleterre était la concurrente la plus redoutable sur les mers et dans les colonies d'outre-mer. Mais aider les insurgés américains à vaincre un monarque, même anglais, n'était guère du goût de Louis XVI, du moins il ne fallait pas que cela se sache trop. Beaumarchais-Figaro était l'homme de la situation. Avec les millions fournis par le roi, il monta une société fictive chargée de livrer des fusils réformés de l'armée française aux insurgés d'Amérique. Le Congrès américain, même après la victoire et l'indépendance, ne se soucia guère de payer Beaumarchais de ses services, mais celui-ci se paya sur la publicité qu'il se fit avec l'affaire.

Il se lança aussi dans une autre affaire coûteuse sur le plan financier, l'édition complète des œuvres de Voltaire, qu'il fit imprimer à Kehl, de l'autre côté de la frontière allemande, pour tourner la censure française. Il y laissa des plumes sur le plan financier, mais il y gagna du renom...

Ses mauvaises affaires ne l'empêchèrent pas de faire fortune et de se bâtir un véritable palais près de la Bastille. Il mit de nouveau ses talents de trafiquant d'armes au service de la Révolution française cette fois, notamment au service du Comité de Salut public pour acheter des fusils à la Hollande. Mais suspect suite à ses voyages à l'étranger, il dut s'exiler de 1794 à 1796 à Hambourg, pour ne rentrer à Paris qu'à la fin de la Révolution et y mourir trois ans après.

C.B.

Le Mariage de Figaro

C'est la grande pièce de Beaumarchais, la plus subversive, celle qui est chargée du contenu le plus explosif avec le personnage de ce valet, Figaro, double de Beaumarchais, intelligent, intrigant, à la réputation détestable, mais, et s'il valait mieux qu'elle ? *«Y a-t-il beaucoup de seigneurs qui puissent en dire autant»* ?

Ecrite en 1778, il fallut 6 ans avant que la pièce puisse être jouée, à cause de la censure et de l'hostilité du roi. Louis XVI avait déclaré que cette comédie ne serait jamais jouée... plutôt détruire la Bastille. La pièce fut jouée, au bout de 6 ans. Pour la Bastille, ce fut un peu plus long... Elle fut finalement autorisée, lors des fêtes données par le roi, en l'honneur de la naissance de sa première fille et elle fut jouée au Palais Royal, devant un public extrêmement populaire et, ironie de l'histoire... aux frais du roi.

Mais ce fut une séance mémorable, les dames de la Halle, le petit peuple de Paris remplissait la salle, s'y écrasait même... L'enthousiasme était tel que chaque répartie contestataire était applaudie, bissée, et les co-

médiens emportés par le mouvement, devant le succès, s'enhardirent à dire les passages qui venaient d'être censurés déchaînant la liesse totale... On riait des insolences de Figaro, ce valet qui mène son maître et en plus le raille : *«Parce que vous êtes un grand seigneur, vous vous croyez un grand génie ! Vous vous êtes donné la peine de naître, rien de plus !»* qui épingle les courtisans dont l'unique métier consiste à *«recevoir, prendre et demander...»*. Figaro s'en prenait aux institutions, à la justice : *«Indigente aux*

grands, dure aux petits», à la censure : *«Il n'y a que les petits hommes qui redoutent les petits écrits»*, il se fait aussi le porte-parole des femmes qui : *«dans les rangs mêmes les plus élevés, n'obtiennent qu'une considération dérisoire... traitées en mineures pour nos biens, punies en majeures pour nos fautes !»*.

Figaro d'un mot, d'une pirouette, vengeait les unes et les autres.

Beaumarchais, incarcéré quelque temps à la prison de Saint-Lazare pour une insolence de trop à l'égard de la censure et de la personne royale, tira parti de cette condamnation, le succès du persécuté n'en fut que plus total. La province, l'étranger firent un accueil égal à celui de Paris et, consécration suprême, Mozart reprenait le livret pour un opéra : *Les noces de Figaro* créées à Vienne le 1er mai 1976.

C.B.

Le mariage de Figaro est repris par la Comédie Française à partir du 18 mars, dans une mise en scène d'Antoine Vitez.

lire...

Tom Paine *le solitaire des révolutions*

de Howard Fast

C'est le roman vrai d'un militant engagé dans les mouvements révolutionnaires de son temps, un militant international qui suivit la Révolution d'Amérique en France, qu'a écrit Howard Fast. Tom Paine (1737-1809), fils d'un Quaker, et ouvrier corsetier, a fait tous les métiers à Londres, quand il y rencontre le savant et encore sujet britannique Benjamin Franklin, qui lui donne une recommandation pour aller s'installer à Philadelphie. Lorsqu'il débarque en Amérique, Thomas Paine n'a qu'une idée, échapper à la misère et à la déchéance des bas-fonds de Londres et à la menace du gibet que le gouvernement fait planer sur les pauvres à la moindre peccadille. Mais lorsqu'il arrive, la révolte commence à gronder contre les Anglais et leurs exigences.

Passionné de liberté et animé d'une solide haine contre l'oppression du gouvernement anglais envers les pauvres, il n'hésite pas à se lancer dans le combat et sa brochure *Le Bon Sens* devient la deuxième bible des colons américains, d'autant qu'il y attaque violemment les rois : *«Un roi n'a rien d'autre à faire qu'à déclarer la guerre et à distribuer des charges et des emplois. Et pour cela, il touche 800 000 livres sterling par an, et en outre il est l'objet d'une vénération qui n'est due raisonnablement qu'à Dieu. Un homme convenable n'a-t-il pas plus de prix pour la société que tous ces coquins couronnés réunis ?»*.

Convaincu que la liberté ne peut se gagner que les armes à la main, il prend parti pour ceux qui se battent, contrairement aux bourgeois de Boston, de Philadelphie et aux grands planteurs préoccupés avant tout de siéger au Congrès, le futur gouvernement des Amériques. L'indépendance acquise, Tom Paine qui ne s'était pas fait que des amis parmi les nouveaux dirigeants américains repart en Europe car déclare-t-il : *«Là où la liberté n'existe pas, c'est là qu'est ma patrie.»*.

De retour en Angleterre, en 1790, son petit livre sur les *Droits de l'homme* circule dans les milieux populaires et y connaît un immense succès.

Au moment où en France on élabore une nouvelle constitution, Tom Paine attaque la constitution anglaise, pourtant modèle envié des esprits éclairés du XVIIIe siècle. Cette constitution ne profite qu'*«aux courtisans, gens de robe, pensionnés, détenteurs de circonscriptions, et chefs de partis...»*. *«Mais c'est une mauvaise constitution pour quatre vingt dix-neuf pour cent de la population»*.

Ce petit livre trouve un écho particulièrement favorable dans ces classes pauvres qui sont particulièrement intéressées aussi par ce qui se passe en France.

C'en est beaucoup trop pour la classe dirigeante anglaise qui ne supporte pas de voir que des ouvriers - tisserands, couteliers, mineurs, débardeurs - sont en train de former des sociétés secrètes, discutent et même s'arment. Tom Paine n'a que le temps de s'embarquer pour la France comme proscrit en décembre 1792. En mai il siège à la Convention en tant qu'élu du Pas-de-Calais.

C'est ainsi que Tom Paine participe en tant qu'étranger aux débats de la Convention qui avait décrété : *«Fraternité et assistance à tous les peuples»* en novembre 1792.

Le roman de Howard Fast donne de Thomas Paine le portrait d'un militant de la liberté contre toutes les oppressions, qui a su exprimer les aspirations des opprimés de son temps sans pour autant gommer son incompréhension de la politique des Jacobins en France, auxquels il reprochait par exemple la Terreur, l'utilisation de la peine de mort, à laquelle il était opposé. Sa sympathie pour les Girondins l'a d'ailleurs conduit à la prison du Luxembourg car il était soupçonné d'être un espion en 1794. Mais le roman est aussi un tableau passionnant des trente années de la fin du XVIIIe siècle parcourues par le souffle révolutionnaire d'Amérique en Europe.

Cécile FAURE

Ce roman n'est pas de ceux qui sont réédités actuellement mais, paru en 1948 en France, il se trouve dans les bibliothèques, ou avec un peu de chance chez les bouquinistes !

voir

reprise

LES SENTIERS DE LA GLOIRE

avec Kirk Douglas

de Stanley Kubrick

Il ne faut pas manquer la reprise de ce film, sorti pour la première fois en France en 1975, après 18 ans d'interdiction.

Tiré d'un roman d'Humphrey Cobb qui avait fait partie du contingent canadien pendant la Première Guerre mondiale, ce film fut retiré des écrans de Bruxelles, dès sa sortie, en 1957, à la suite d'une manifestation d'officiers. Il fut aussitôt interdit en Suisse et il ne fut pas projeté en France. On était à l'époque de la guerre d'Algérie et United Artist qui en assurait la distribution préféra ne pas présenter le film à la commission de contrôle.

Il est vrai que l'état-major français n'avait pas de quoi être fier de ces fusillés pour l'exemple, de ceux qu'on appela pudiquement après révision de leurs dossiers et réhabilitation : *«fusillés par erreur»*.

Tiré d'un fait réel, l'exécution des 4 caporaux de Souain le 17 mars 1915, le scénario du film emprunte des faits à d'autres histoires du même genre. La réalité quant à elle dépassait la fiction.

En mars 1915 dans l'enfer des tranchées, c'est l'époque du «grignotage», celle où l'on envoie des milliers d'hommes à la mort pour un communiqué de victoire et une médaille, tolérant des pourcentages de pertes de l'ordre de 50 à 70%.

Lors de l'attaque, le général Réveilhac ordonna à l'artillerie de tirer sur ses propres troupes pour leur donner de l'ardeur au combat, puis il enjoignit à 4 caporaux accompagnés chacun de 4 hommes de troupe d'aller couper en plein jour des barbelés sous le feu de l'ennemi. L'attaque fut reprise, le pourcentage de pertes n'étant pas jugé suffisant. Et le général fit endosser l'échec de son offensive aux 4 caporaux, les faisant traduire aussitôt devant une cour martiale sommaire.

C'est devant des officiers, planqués de l'arrière, que furent déférés et traînés dans la boue ces 4 caporaux. Le président du tribunal avait refusé que viennent y témoigner les officiers de réserve qui, ayant participé à l'assaut, étaient solidaires de leurs subordonnés.

Il fallut un romancier et un cinéaste d'outre-Atlantique pour parler de ces hauts faits d'armes de l'armée française. Encore, 40 ans après, ne donna-t-on pas à Stanley Kubrick l'autorisation de tourner sur le sol français !

Bernard VANNES

Le film sort actuellement dans 2 salles à Paris (3 Luxembourg et 3 Balzac). Il sortira ensuite en province.

MEXIQUE

ENLEVÉ PAR LES FORCES DE POLICE,

toujours sans nouvelles de José Ramon Garcia Gomez

Cela fait maintenant deux mois et demi que Garcia Gomez, dirigeant du PTR (le Parti Révolutionnaire des Travailleurs du Mexique, lié au Secrétariat Unifié) a disparu.

De toute évidence c'est par des éléments appartenant aux forces de police de l'Etat de Morelos où il habite que ce militant, qui fut candidat aux municipales en 1988, puis a animé une campagne contre la fraude aux élections présidentielles de juillet dernier, a été enlevé. Or, jusqu'à présent les autorités locales prétendent ne rien savoir de cette affaire. Quant au gouvernement, il a bien promis et mis sur pied une commission officielle comprenant des représentants du gouvernement de l'Etat de Morelos, des représentants de l'Etat fédéral et des membres de la famille, mais depuis l'affaire traîne.

La femme de José Ramon Garcia Gomez dénonce, dans une lettre du 13 février, publiée par *Informations Ouvrières*, l'incurie du gouvernement. D'après elle, plusieurs éléments qu'elle avait fournis au procureur n'ont pas été pris en compte. L'enquête sur la provenance des voitures sans plaque qui avaient stationné près de son domicile toute la matinée précédant l'enlèvement n'a pas été faite. Certaines photographies fournies par la famille n'ont pas été agrandies. D'autres enquêtes sur des personnalités qui ont répandu des bruits divers concernant Garcia Gomez, ou sur des agents qui ont intimidé ses proches ou ses compagnons politiques n'ont pas été menées non plus alors que les renseignements fournis l'auraient permis.

De toute évidence, les autorités mexicaines cherchent à étouffer cette affaire. Mais GARCIA GOMEZ DOIT ETRE SAUVE et il est important que tous ceux que cet enlèvement indignent protestent en envoyant lettre, télégrammes et aérogrammes auprès des autorités mexicaines, en demandant que la lumière soit faite sur cet enlèvement et en exigeant que Garcia Gomez réapparaisse en vie. Nous publions donc ci-dessous l'adresse de l'Ambassade du Mexique à Paris et celle du Président Salinas à Mexico en recommandant de s'adresser à l'une et à l'autre.

• AMBASSADE DU MEXIQUE
9, rue de Longchamp
75016 PARIS

• Carlos Salinas de Gortari
Presidente constitucional
Estados Unidos Mexicanos
PALACIO NACIONAL
MEXICO O.F.
MEXIQUE

Cet enlèvement qui a frappé Garcia Gomez n'est pas le seul signe de durcissement du régime mexicain. Dans un communiqué dont nous publions quelques extraits, diverses organisations révolutionnaires ou populaires mexicaines précisent que le gouvernement *«a renforcé la répression avec des personnages au sinistre passé comme Nazaro Haro; il a sauvagement réprimé les prisonniers de la prison de Nayarit et a causé jusqu'à présent une quarantaine d'assassinats politiques». «Dans l'Etat de Morelos en particulier il y a eu le massacre perpétré contre le village de Xoxocotla le 22 janvier 1989, qui a entraîné la mort de David Jimenez, Juan Lopez et des dizaines de blessés, parce qu'ils exigeaient le droit de vote pour élire un aide municipal. De même il y a eu l'enlèvement et la disparition de José Ramon Garcia Gomez, dirigeant du PRT et du Front démocratique cardeniste de Cuauhtla, et encore l'assassinat de Timoteo de Mardonio de Almicingo et les fréquentes provocations et menaces contre des dirigeants du mouvement, qui montrent que la situation est de plus en plus l'occasion de violations de garanties des citoyens et des droits de l'homme. (...)»*

Tous ces faits rendent d'autant plus importantes et urgentes les protestations.

PÉROU

HUGO BLANCO VIENT D'ÊTRE LIBÉRÉ

Nous venons d'apprendre que Hugo Blanco, enlevé le 9 février à Pucallpa au Pérou au cours d'une réunion de paysans qui se déroulait à l'issue d'une manifestation paysanne violemment réprimée, vient d'être libéré.

Le gouvernement d'Alan Garcia a donc reculé puisque d'une part il a remis Hugo Blanco en liberté et que, d'autre part, il semble avoir renoncé – momentanément du moins – à fabriquer contre lui un procès immédiat pour participation à la lutte armée du mouvement de guérilla Tupac Amaru.

Mais beaucoup de choses doivent encore être éclaircies sur ce qui se passe actuellement dans le Pérou d'Alan Garcia. Les circonstances de l'arrestation d'Hugo Blanco et des violences contre les manifestants du 9 février, qui ont fait 28 morts parmi eux, ne sont toujours pas éclaircies. Par ailleurs la sécurité des militants et des dirigeants du mouvement ouvrier et du mouvement paysan est en permanence menacée par la police, l'armée et les commandos d'extrême-droite. Des menaces de mort ont été proférées par le Commando Rodrigo Franco contre Hugo Blanco. Et l'assassinat, au cours de la semaine dernière, du principal dirigeant de la Confédération des Mineurs du Pérou, Saul Cantoral, trouvé exécuté de quatre balles dans le dos dans un terrain vague de Lima, prouve la réalité des menaces qui pèsent sur Hugo Blanco.

USA

TOWER PREND GARDE... A L'ALCOOL ET AUX FEMMES !

Parce qu'il aime l'alcool et les femmes, le sénateur Tower (62 ans, mais oui !) ne sera peut-être pas nommé secrétaire d'Etat à la Défense.

Aux Etats-Unis, les ministres proposés par le président peuvent être récusés par le Sénat. Or précisément, le Sénat doit se prononcer ces jours-ci sur la nomination de Tower, déjà récusé par la commission des Forces armées.

Ce qui est étonnant, ce n'est pas tant que le Sénat conteste la nomination de Tower. En fait, c'est surtout l'occasion pour le Sénat de s'opposer au nouveau président. Les dernières élections américaines ayant porté à la présidence un républicain et au Sénat une majorité démocrate, la guéguerre est quasiment inévitable : l'affaire Tower n'en est que le premier épisode. Ce qui est savoureux, c'est le prétexte.

Car ce ne sont pas les idées, les paroles ou les faits émaillant la carrière politique de Tower qui sont ici en cause. Tower, sénateur républicain du Texas, qui a présidé pendant quatre ans la commission des Forces armées du Sénat et passé de confortables contrats avec les usines d'armement, n'est pas attaqué sur ses opinions. C'est sur sa vie privée que le FBI a réuni un volumineux dossier...

Et aux Etats-Unis, on ne plaisante pas avec la vie privée des hommes politiques. A chaque campagne présidentielle, on ne compte plus les candidats qui avant même d'avoir obtenu l'investiture de leur parti, se font étendre pour avoir fumé du hach quand ils étaient étudiants, fait une dépression nerveuse, ou subi une cure de désintoxication alcooli que... ou tout simplement trompé leur femme !

Chaque pays a ainsi son idée de la «morale» dans les sphères politiques. En France, c'est essentiellement l'argent qui alimente les scandales, en Grande-Bretagne on use plus fréquemment des affaires de mœurs, en RFA ce sont plutôt les accusations d'espionnage qui brisent les carrières politiques.

Evidemment l'utilisation de ces prétendus scandales peut aboutir à ce que le monde politique en soit un peu éclaboussé, mais le plus souvent, elle sert surtout à montrer que les hommes qui gouvernent les peuples sont pointilleux en matière d'honneur et de morale et soucieux d'éliminer eux-mêmes les brebis galeuses. Moyennant quoi, au nom de Dieu, de la Morale, des Préjugés ou d'un puritanisme dérisoire, ils pourront tranquillement gouverner un monde où, grâce à eux et à leur système, règnent la violence, l'injustice, la misère et l'exploitation. Faux-culs, va !

C. B.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995